

HORS-SERIE

LE MONDE LIBERTAIRE



LE DOSSIER :

Un monde à vendre



PORTFOLIO : "La maison ne fait pas crédit"

Hors-série n°58 du *Monde Libertaire*
Novembre-décembre 2014

M 06726 - 58H - F: 5,00 € - T:5,00DT -RD



ET TOC.

#58

Édito	1
DOSSIER : UN MONDE À VENDRE	
Le tournant néolibéral des métropole - <i>Paul Boino</i>	4
Le corps marchandise - <i>Hélène Hernandez</i>	10
Culture ou confiture ? - <i>Fred Desoche</i>	15
Une vie en or - <i>Anne Merlieux</i>	34
Le marché de la peur - <i>Jean M.</i>	40
Le temps de l'enfant n'est pas à vendre - <i>Catherine Chabrun</i>	44
Art contemporain : tout est à vendre - <i>Gilles Durand</i>	47
PORFOLIO	
pola.k : <i>La maison ne fait pas crédit</i>	24
PLUS	
Communiqué.....	51
L'arbre qui cache la forêt - <i>Jean-Pierre Tertrais</i>	53
FÉDÉRATION	
Les 108 groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste	58
Radio Libertaire, la grille des programmes	62
Abonnements	64

Le Monde Libertaire Hors Série, bimestriel de la Fédération Anarchiste, est édité aux Editions du Monde Libertaire.

Direction de la publication : Bernard Touchais - Imprimé par les presses du Ravin Bleu, 27 rue du Capitaine Ferber, 75020 Paris

Ont participé à ce numéro : Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Anne Merlieux, Paul Boino, Hélène Hernandez, Fred Desoches, Jean M., Catherine Chabrun, Gilles Durand.

Illustrations et crédits photos : pola.k. et : diverses images d'archives.

Les articles publiés dans ce journal sont proposés par des rédacteurs qui, partageant notre sensibilité libertaire, écrivent librement selon le principe de la responsabilité individuelle : ils ne reflètent aucune "position officielle" de la Fédération Anarchiste, mais tout simplement l'expression ouverte des multiples sensibilités susceptibles de traverser l'anarchie en général, au delà même de notre fédération. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Cependant, c'est avec grand plaisir que nous acceptons par avance et solidairement la responsabilité de tout propos qui viendrait heurter vos convictions racistes, homophobes, sexistes, religieuses, patriarcales, nationalistes, colonialistes ou autoritaires. Adeptes d'un vieux monde, lisez autre chose, tout simplement.

Au moment où j'écris, un illustre faux-cul drapé dans la gravité molle de sa toute puissance présidentielle vient de condoléer poliment la mort d'un jeune homme avec ces mots d'une rare élégance humaine en un tel moment : « *Pas de place pour les casseurs* ».

Et ça tombe bien, parce que justement, sur la ZAD où Rémi Fraisse, 21 ans, a été subitement soufflé par un jet de dommage collatéral, on en a vu la blinde ces derniers temps, des casseurs : tronçonnant hargneusement les arbres, écrasant bosquets, nids, mulots, grenouilles et terriers à coup de bulldozers surexcités, saccageant méthodiquement la terre et tout ce qu'elle porte avec la sauvagerie décomplexée de ceux qui sont mus par la perspective cupide du pillage à suivre.

... Faut dire qu'on a vendu le terrain pour fournir une réserve d'eau à quelques riches industriels agricoles qui prévoient de manquer d'eau propre à polluer pour fournir du travail à de non-moins riches dépollueurs à qui on a vendu le traitement de l'eau pour qu'ils nous vendent de l'eau propre.

Faut pas chercher à comprendre, faut juste compter.

C'est les grandes soldes au rayon nature : tout doit disparaître, au Testet comme à Notre Dame des Landes, ou l'on massacre la campagne qu'on a vendue à de riches bétonneurs avides de nous vendre des billets d'avion pour des vacances à la campagne, mais ailleurs. Ça marchera sûrement très bien : depuis qu'on a vendu la SNCF, le prix du train grimpe, du coup l'avion paraît compétitif. On vendra un beau parking à Vinci à côté, pour qu'il nous vende des places de parking pour y mettre les voitures qu'on nous vend toujours plus à cause de la suppression des lignes de train aux petites gares pas rentables. Et puis après on vendra les... ah non pardon, pour les autoroutes, c'est déjà fait.

C'est qu'on a bradé du lourd au département services publics : service postal, eau, gaz, électricité, santé, retraites, sécurité, secours et services d'urgence... et tout ce qui n'est pas encore tout à fait vendu est déjà en tête de gondole (On nous signale 50 % sur les pompiers à qui on accorde encore parfois le droit d'intervenir sur la voie publique à la place d'ambulances privées).

Outre les incroyables bénéfices de cette grande braderie, l'exploitation commerciale de tout ce qui peut être exploité commercialement a l'immense avantage d'être extraordinairement plus performante que la gratuité, la solidarité ou l'imagination. C'est normal : les marchands savent exactement ce dont vous avez besoin d'avoir envie depuis qu'on leur vend nos données et la traçabilité totale de notre vie...

Ils savent par exemple qu'on préfère se divertir plutôt que se cultiver, du coup la FNAC est un établissement culturel, et les musées sont offerts à des marchands de luxe experts surtout dans l'art de désigner quelques œuvres suffisamment vulgaires pour paraître subversives, sur lesquels ils apposent des prix exorbitants. Deux pour le prix d'un : une fois qu'on t'a vendu la subversion, tes révoltes sont canalisées. Du coup, il te reste du temps libre à occuper. Libre, comme « *entrée libre* » dans les magasins dont les pubs aux images de femmes à la perfection surréaliste nous vendent les produits censés distordre nos corps selon le modèle proposé. Ça tombe bien, c'est nowel, et l'amour est un cadeau (enveloppé de papier qui brille).

Mais je digresse, je digresse... revenons à nos casseurs... ces enfoirés qui ont cassé la Grèce pour la vendre ensuite à meilleur prix par pans entiers... Il disait quoi déjà, à leur propos, l'autre président élu à la minorité des français ?.. Je sais qu'à un moment il a glissé le mot "dignité", c'était pourtant pas le moment de vouloir faire rire... Ah oui ! Ça me revient : « *pas de place pour les casseurs* »...

On est bien d'accord. Et on va te prendre au mot, espèce de vendu.

Bonne lecture à tous.

Pola K.

Fédération Anarchiste,
Groupe Béthune Arras

Dossier :

un Monde

À VENDRE

TOUTES NOS
VENTES

Se font au Comptant

Le tournant néo-libéral des métropoles

Dans l'histoire contemporaine des villes – les grandes surtout –, de leur gouvernement et des politiques urbaines, les années 1980 constituent un tournant : celui du passage d'un keynésianisme assumé à un néo-libéralisme tout aussi assumé. Il ne s'est plus agi d'administrer les villes, de produire les services, les équipements et les infrastructures volontairement placés hors marché ou encore de prendre en charge les secteurs délaissés par le privé : il s'est agi de les manager, de les internationaliser, d'en optimiser les avantages comparatifs pour attirer à elles les entreprises les plus rentables et les ménages les plus solvables, dont ces hypothétiques "classes créatives" qui seraient au centre de l'économie mondiale. Terme à terme, le contraste est saisissant.

Singularité du néolibéralisme

Tandis que dans les années cinquante, soixante et même soixante-dix, l'urbanisme en particulier et l'aménagement du territoire plus globalement visaient à contrebalancer les déséquilibres territoriaux engendrés par le capitalisme (déconcentration industrielle et tertiaire, métropoles d'équilibre, et autres mesures visant à rééquilibrer le territoire national) ainsi qu'à prendre en charge les secteurs délaissés par les investissements privés (à commencer à l'époque par le logement comme le rappelle la politique de construction des grands ensembles), les politiques territoriales actuelles consacrent plutôt l'abandon de ces politiques de redistribution au profit de la construction d'un marché des territoires, par l'imposition partout et en tout de logiques concurrentielles de projet.

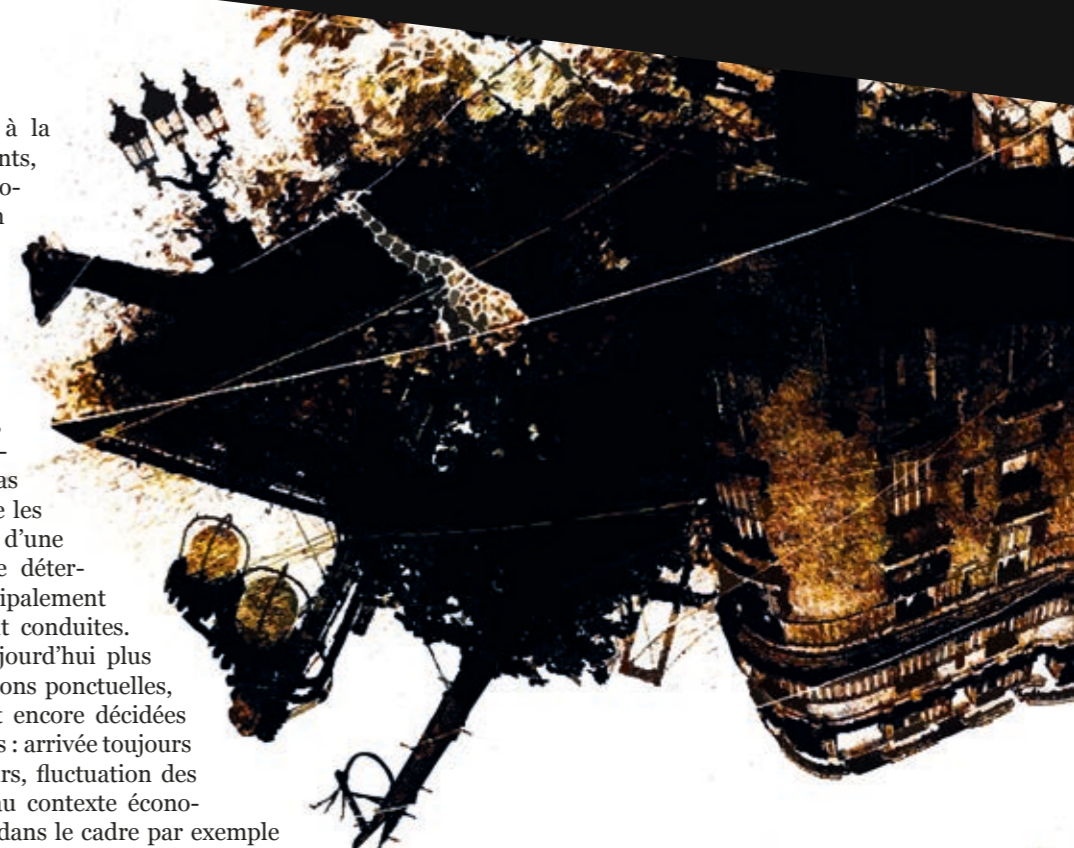
Alors que l'urbanisme, non pas anti-capitaliste, mais de régulation du capitalisme, était marqué par la position quasi-monopolistique de l'Etat, les décentralisations successives ainsi que l'ouverture croissante aux entreprises privées ont donné naissance à un pluralisme étendu. L'urbanisme implique aujourd'hui, non pas contrairement mais bien davantage qu'hier, une multiplicité d'organisations de natures et de perspectives différentes : collectivités locales (communes, départements, régions) et structures intercommunales, promoteurs privés et bailleurs sociaux, entreprises parapubliques et entreprises privées de toutes tailles (des petites agences d'architecte aux grands groupes internationaux). L'importance des structures privées n'est pas entièrement nouvelle. Elle fut très prégnante au XIX^{ème} siècle notamment, mais avait reculé durant les trente glorieuses dans le cadre d'un partage des tâches public – privé. Le public intervenait là où le privé n'intervenait pas et réciproquement.

L'urbanisme d'Etat entendait – à défaut de toujours réussir – chaîner tous les maillons de la gestion territoriale : de la

définition d'une stratégie nationale à la production concrète des équipements, infrastructures et services publics locaux, en passant par leur planification et leur programmation. Aujourd'hui, la production de la ville est toujours structurée en une multiplicité de dispositifs aux fonctions sensiblement distinctes, mais désormais encore moins intégrés qu'auparavant. Quelle qu'en soit l'ambition déclarée, les documents actuels de planification (SCOT et PLU) ne définissent pas les enjeux auxquels devront répondre les politiques publiques dans le cadre d'une stratégie donnée : en réalité, ils ne déterminent ni totalement ni même principalement les opérations qui sont effectivement conduites. La production de la ville s'opère aujourd'hui plus qu'hier, par incrémentation d'opérations ponctuelles, parfois planifiées, mais plus souvent encore décidées chemin faisant au gré des opportunités : arrivée toujours difficilement prévisibles d'investisseurs, fluctuation des recettes fiscales éminemment liées au contexte économique, captation imprévue de fonds dans le cadre par exemple d'une nouvelle politique européenne, etc.

Le mode de production actuel diffère également de ce qui se pratiquait auparavant sur un dernier point essentiel : il repose sur une juxtaposition d'accords ponctuels contractualisés projet par projet, entre les seuls acteurs publics et privés directement impliqués dans la conduite de l'opération donnée. Tel dispositif, tel ensemble d'organisations et tel accord pour telle opération ; telle autre configuration pour tel autre projet. Une caractéristique de ces alliances contractuelles limitées à un projet donné est d'être fondée sur des accords "gagnant-gagnant" (pour reprendre le terme pour le moins transparent utilisé par les milieux politiques et techniques chargés de la gestion urbaine pour qualifier la manière dont ils s'accordent concrètement entre eux et avec le privé) : chaque partenaire doit y trouver son compte.

Ces accords ponctuels gagnant-gagnant, qualifiés "d'arrangements localisés" dans le jargon scientifique, sont en rupture avec le modèle classique de l'action publique, largement utilisé durant la période keynésienne qui via l'impôt, conduit à neutraliser les intérêts individuels de ceux qui les versent pour laisser à la discrétion de celui qui les perçoit le soin de choisir où et comment opérer les investissements. Ils se démarquent également du modèle mutualiste, issu du mouvement ouvrier, qui octroie les contributions de tous à ceux et celles uniquement qui en ont besoin, ou encore du modèle coopératif, qui unit les efforts de chacun dans une entreprise commune. Avec ces arrangements localisés, l'effet produit est substantiellement différent : les intérêts individuels ne sont ni organisationnellement neutralisés comme dans le modèle public ; ni détournés de leur immédiateté grâce à une projection sur l'avenir, comme dans le modèle mutualiste ; ni unifiés dans un projet commun qui ne donnera des retombées individuelles qu'à la condition que chacun abdique une partie de ses ambitions personnelles, comme dans le modèle coopératif. Ici, les intérêts particuliers se bornent mutuellement – car tout



n'est pas possible, il y a des négociations – mais sont néanmoins pris en compte en tant que tels dans chacun des projets menés. Dans chaque opération d'aménagement faisant appel à des fonds privés, les exigences des investisseurs privés, et à travers eux la demande finale des entreprises et des ménages uniquement solvables, sont pleinement intégrées, à défaut de quoi les partenaires privés ne s'engagent pas. Dans chaque coopération inter-institutionnelle, les priorités de chaque partenaire public, dont évidemment l'incidence que cela pourra avoir sur la réélection de leur leader, sont également prises en compte, à défaut de quoi certains pourraient ne pas s'impliquer, voire contrarier le projet envisagé.

Portée et limites

Car tout ce qui existe à un sens, cette nouvelle manière de faire a une certaine efficacité.

Face au pluralisme organisationnel, elle permet d'échapper à la difficulté de nouer des accords généraux entre tout ceux, public et privé, qui au final font aujourd'hui la ville. Elle réduit la complexité en structurant une juxtaposition de coopérations qui limitent à chaque fois les négociations aux acteurs, aux groupes et aux organisations directement impliqués dans une opération

précise. Simultanément, cette localisation des accords à un projet bien précis permet à chacun d'en évaluer plus finement les risques et les opportunités. Ce mode de faire offre enfin une réversibilité à l'engagement car chacun peut le renégocier, et ainsi le circonstancier, à chaque nouvelle coopération éventuelle.

Face à la mise en déliquescence de l'urbanisme d'Etat, de son aménagement du territoire hérité du colbertisme et de ses politiques macroéconomiques qui assuraient aux villes et aux territoires leur développement et leur équipement, ce nouveau mode de production de la ville permet par ailleurs aux uns comme aux autres d'accéder aux ressources externes dont ils peuvent avoir besoin, non plus dans le cadre d'une subordination à un intérêt général déclaré (expropriation, nationalisation, taxation...) mais dans le cadre de transactions contractualisées et monétarisées : financements croisés, appui technique dans le cadre de marchés négociés, etc.

Un rapide tour d'horizon permet de mesurer l'ampleur et de dessiner les grandes caractéristiques de ce nouveau mode de production de la ville.

Afin de renforcer l'interconnexion des villes, leur intégration au système-monde, un bon nombre d'investissements a porté sur les infrastructures de transport longue distance. Les équipements aéroportuaires ont été modernisés (construction d'un nouvel aéroport à Munich, extension et modernisation des aéroports de Lyon, de Bilbao, de Barcelone, de Bruxelles, de Nice...) Les infrastructures ferrées (construction des lignes à grande vitesse et ouvrages d'art associés comme le tunnel sous la manche mais aussi restructuration des gares comme à Munich, Lille, Stuttgart, Utrecht...) ont été également renforcées, tout autant que les infrastructures autoroutières (nouvelles autoroutes à Stockholm, connexion Malmö - Copenhague, A89, viaduc de Millau...)

Pour accroître les capacités d'accueil des entreprises, de nouvelles zones d'activité souvent spécialisées ont été développées (Parc technologique de Brno en

République Tchèque, Plateau de Saclay près de Paris, Parco Vega à Venise, Adlershof à Berlin...), de nouveaux complexes tertiaires bâtis (Bankenviertel à Frankfurt-sur-le-Main, Canary Wharf à Londres, le centro direzionale à Naples...), les salles de congrès multipliées (ouverture d'un nouveau centre de congrès de 2200 places à Bilbao, d'un autre de 8500 places à Munich, du centre Lingotto à Turin...), les parcs d'exposition créés ou agrandis (création d'un parc de 65 hectares à Stuttgart, extension de celui de Lyon à 100 000 m², et de celui de Hanovre à 1 000 000 m²...) Ces opérations ont servi à rendre possible l'arrivée de nouvelles activités, mais aussi, d'un point de vue plus communicationnel, à indiquer les ambitions de chacune de ces villes : c'est-à-dire les types de spécialités qu'elles souhaitent accueillir, et en réciproque occuper, au sein de la division mondiale du travail.

De nombreux investissements ont enfin porté sur l'amélioration qualitative du tissu économique. Des dispositifs ont été mis en place afin de renforcer les relations entre les entreprises et les pouvoirs publics locaux (Lille, Lyon, Birmingham, Turin...) Certains gouvernements urbains ont tenté en outre, d'améliorer le niveau de qualification de leur main-d'œuvre en investissant le champ de la formation professionnelle (Utrecht, Turin...) ou encore en développant l'enseignement supérieur (doublement de l'école polytechnique de Turin, création d'une nouvelle université à Malmö, financement de l'implantation des Écoles normales supérieures à Lyon...)

Parallèlement à ces politiques très directement orientées vers le développement économique, d'autres opérations ont été menées pour améliorer l'image de chacune de ces villes, son cadre de vie et son animation. Ce type de politique n'est pas entièrement nouveau. Leur spécificité actuelle est toutefois d'avoir également, des visées économiques explicites. Elles ne cherchent pas qu'à améliorer la vie de la population locale, mais aussi à renforcer l'attractivité économique de la ville, tant par rapport aux entreprises que par rapport aux ménages (solvables, il va sans dire).

Pour renforcer la visibilité internationale de leurs villes, les gouvernements urbains ont mis en place, à compter des années 1980, de véritables politiques marketing, soit directement par le lancement de campagnes promotionnelles plus ou moins affligeantes (La campagne « *Montpellier la surdouée* » restera en France la plus emblématique), soit de manière plus fine par le truchement d'événements médiatiques. Un bon nombre de villes s'appuie ainsi, ou tente de le faire, sur le retentissement de grands événements sportifs, culturels ou encore politiques : accueil de grandes conférences internationales, des jeux olympiques, d'une exposition universelle, obtention du label *Capitale Européenne de la Culture...* ou encore soutien à une équipe de foot dont le renom vaut toutes les campagnes de publicité.

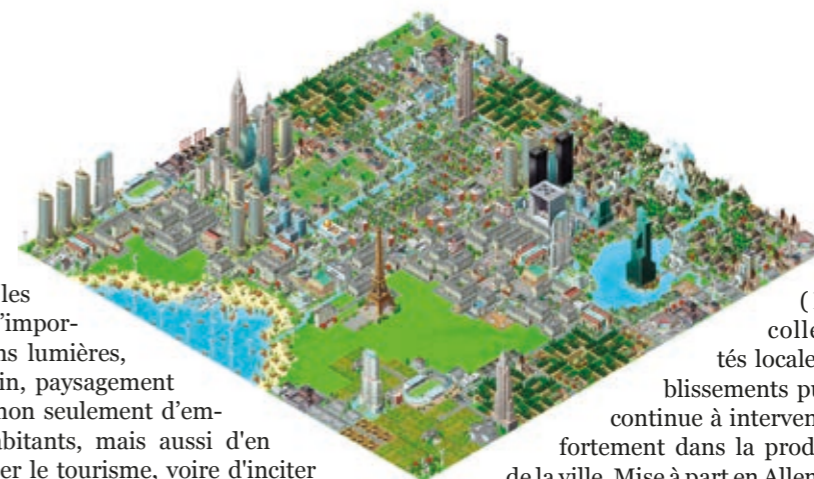
Au niveau cadre de vie, beaucoup se sont également engagées non seulement dans la préservation, mais aussi dans la valorisation de leurs espaces naturels, maritimes ou encore fluviaux : réhabilitation des canaux de Birmingham, opérations Berges du

Rhône et Rives de Saône à Lyon, zones naturelles périphériques à Malmö et Stockholm... A l'identique, les espaces publics ont connu d'importants investissements (plans lumières, réfection du mobilier urbain, paysagement des places...) dans le but non seulement d'embellir la ville pour ses habitants, mais aussi d'en changer l'image, de favoriser le tourisme, voire d'inciter certaines activités et certains types de ménages à s'y établir. Les quartiers centraux historiques enfin, ont été souvent réhabilités dans le cadre à nouveau de politique de patrimonialisation, généralement couplée à une mise en tourisme assumée (Label patrimoine mondial de l'humanité pour Lyon, requalification de la vieille ville de Turin, etc.)

Sur un plan plus spécifiquement urbanistique, ces dernières décennies ont été aussi marquées par de très grands projets, notamment sur des anciennes friches ou quasi-friches (les Docks de Londres, La Confluence à Lyon...) et plus récemment dans les quartiers de gare (Bruxelles, Barcelone, Lille...) A nouveau ici, les discours sur le renouvellement de la ville ou encore sur le développement durable ne masquent pas, et du reste ne cherchent pas à le faire, les dimensions économiques et concurrentielles de ces projets : l'accueil d'activités à forte valeur ajoutée et de populations à haut revenu. Plus spécifique à la France, un certain nombre de quartiers d'habitat social ont connu, il est vrai, d'importantes opérations de renouvellement urbain, dont le but principal n'est pas seulement d'améliorer le cadre de vie de ceux qui y habitent, comme le souligne le fait que, dans ces quartiers, un logement social sur deux qui a été détruit ne devait pas être reconstruit sur place mais ailleurs, dispersé dans le reste de la ville : mais également et très explicitement de réintroduire ces quartiers dans le marché foncier et immobilier "ordinaire", soit le marché privé.

Un dernier effort notable a porté sur l'animation des villes. Les loisirs urbains marchands (bateaux mouches de Birmingham, complexe de loisir Olympic Spirit à Munich...), les grands équipements (musée Guggenheim de Bilbao, la pyramide du Louvre...) et grands événements culturels (biennale de la danse à Lyon, biennale d'art contemporain à Venise...) ainsi que le développement de quartiers dévolus aux loisirs nocturnes (barrio alto à Lisbonne, Friedrichshain à Berlin...). Ces actions éphémères ou plus pérennes sont conçues tout à la fois, toujours très explicitement, comme vectrices d'image, d'animation et d'augmentation de la fréquentation touristique, comme en témoigne leur mise en avant par tous les sites internet des offices du tourisme de ces villes.

Somme toute, la multitude et l'ampleur de ces actions contredisent l'idée couramment entretenue d'un repli de la puissance publique sur ses missions régaliennes ou sur un rôle de simple ajusteur. Malgré l'impression très commune de trente ans de libéralisme triomphant, la sphère publique dans ses différentes composantes



(Etat, collectivités locales, établissements publics) continue à intervenir très fortement dans la production

de la ville. Mise à part en Allemagne, où les investissements publics étatiques comme locaux sont restés stables depuis les années 1970, ils ont fortement augmenté dans la plupart des pays développés. En France donc, mais aussi dans des pays a priori très libéraux comme la Grande Bretagne (y compris sous Thatcher) et les Etats-Unis (y compris sous Reagan et sous Bush père et fils).

Car toute médaille à son revers : ce mode d'action se caractérise dans le même temps par ses limites, voire ses échecs.

Parce qu'il privilégie les accords gagnant-gagnant, il ne tend pas seulement à décomposer la production de la ville en une juxtaposition d'opérations ponctuelles. Il est dans l'incapacité d'opérer des arbitrages, même simplement entre institutions publiques, sur des sujets où les intérêts s'opposent, et cela quand bien même ils sont affichés comme majeurs. Quel maire pour accueillir le centre intercommunal de tri des déchets même si l'écologie est affichée comme une priorité par tous ? Quelle municipalité pour construire des logements très sociaux, même si la mixité sociale est déclarée comme un enjeu majeur ? Quelle commune pour accepter de voir partir quelques-unes de ses entreprises même si cela aiderait grandement une autre commune en crise ? Les sujets de consensus, où les intérêts de chacun peuvent être satisfaits sont mis en œuvre. Les sujets de dissensus sont tout simplement maintenus dans le champ des rapports concurrentiels avec à la clé, ici comme ailleurs, la victoire du plus fort.

Parce qu'il repose sur un croisement constant des financements entre public et privé, ce mode de production opère par ailleurs une allocation des ressources publiques, non pas en fonction de la demande (et donc des besoins), mais avant tout et

surtout en fonction de l'offre (et en l'occurrence, de l'offre privée). Il focalise l'argent public sur les territoires et les secteurs d'activité qui intéressent déjà le privé, ou qui les intéresseront grâce aux financements qu'apporte le public. A défaut de cet investissement privé, l'investissement public ne suffit plus à mener à bien les opérations. Celles-ci ne démarrent pas, ou s'arrêtent, comme le montre par exemple si cruellement la situation de nombre d'opérations ANRU dans les quartiers d'habitat social. Un comble pour un mode de production qui mobilise pourtant globalement plus d'argent public que ne le faisait autrefois le keynésianisme !

Parce qu'il ne permet pas de dépasser les logiques singulières de chaque structure publique et privée qui contribue à la production de la ville, mais au contraire s'en nourrit, ce qui est effectivement produit ne rend pas compte, au final, d'un intérêt général défini de façon certes peut-être discrétionnaire par une autorité politique surplombante, mais à travers lequel elle désigne et explicite au moins publiquement les enjeux prioritaires auxquels elle a décidé de répondre. Cela ne rend pas compte non plus d'un intérêt commun, élaboré par tous ceux et celles qui vivent dans un endroit donné, et à travers lequel ils peuvent définir les priorités auxquelles ils décident de répondre. Ce qui est effectivement mis en œuvre transcrit exclusivement la prise en compte simultanée des intérêts des différentes organisations, groupes et acteurs qui y sont directement impliqués. Cela peut parfois répondre à un enjeu considéré comme prioritaire, parfois non. Dans tous les cas, les intérêts de ceux qui l'ont produit sont satisfaits.

Cette réalité presque triviale n'est pas étrangère à la dé-médiatisation des choix publics locaux à laquelle nous avons assistée ces dernières années, à mesure que se déployait ce nouveau mode de production. Le vide abyssal des campagnes municipales (peut-être pas dans les petites communes, mais assurément dans les grandes villes) le dispute désormais à leur inanité, tant les lieux de décision sont effectivement ailleurs. La privatisation ou non de l'eau, l'affectation des budgets plutôt au logement ou plutôt aux espaces publics, le soutien à l'économie locale ou le démarchage d'entreprises exogènes... ces sujets de débat pourtant légitimes, et auxquelles répondent de fait et dans un sens bien donné les politiques qui sont effectivement menées, sont placés en bonne part hors du champ du débat public, quitte à re-médiatiser les décisions une fois qu'elles sont prises et engagées, avec l'intervention de quelques agences de communication chargées de les "mettre en récit"... pour ne pas dire les ré-enchanter.

Le néolibéralisme comme technique de gouvernement

Dans ses échecs et ses réussites, dans la logique d'ensemble qui s'en dégage, ce nouveau mode de production ne correspond pas au canon du libéralisme classique. Il repose sur un interventionnisme public plus important encore que le keynésianisme. Cela n'en fait pas pour autant un hériter dudit keynésianisme. Il a certes en commun avec ce dernier de permettre de créer de l'emploi et de soutenir plus globalement l'activité économique, via la commande publique. Cependant, il n'est pas contra-cyclique. Il ne vise pas à réguler les déséquilibres inhérents au fonctionnement du système capitaliste, en investissant par exemple dans les territoires ou les secteurs délaissés par le privé.

Il relève en réalité d'un bricolage conceptuel qui réarticule des théories économiques d'origines variées, souvent anciennes dans un référentiel d'action somme toute singulier : il reprend notamment les préconisations développées il y a deux siècles par l'économiste classique David Ricardo. Il vise, en effet, à valoriser

les avantages comparatifs des villes afin de les inscrire dans un marché mondial des territoires, qu'il contribue dans le même temps à construire. Ce faisant il repositionne les structures publiques sensées représenter ces villes, en acteurs économiques qui cherchent à optimiser leurs positions et leurs gains plutôt que comme des institutions territoriales démocratiques ayant ou non à réguler l'économie. En ce sens, on ne peut pas qualifier ces politiques urbaines de néo-keynésianisme local, comme le font certains un peu hâtivement, mais bel et bien de néo-ricardisme local.

Ce n'est pas toutefois dans sa dimension idéologique que ce référentiel s'avère le plus opératoire, mais dans sa dimension matérielle. Ce sont davantage les dispositifs concrets sur lesquels il repose qui conduisent des acteurs politiques différents, quels que soient leurs idéaux de départ, à adopter in fine un comportement relativement similaire, et en l'espèce à conduire des politiques relativement proches. Dans le cas contraire, il suffirait de changer d'édiles pour changer de politiques, ce qui manifestement n'est pas suffisant. La fragmentation des capacités d'action des institutions publiques, les interdépendances financières multiples créées avec le privé, les privatisations forcées des services publics ont dégénéré en un système d'interdépendance qui subordonne la production de la ville aux opportunités qu'elle offre aux différents partenaires impliqués. La production de logement nécessaire à tous et à chacun est ainsi transformée en marché immobilier, produit avant tout et surtout à destination d'utilisateurs finaux solvables, ce qui pose inévitablement la question du droit à la ville pour tous. Celle du fonctionnement économique, qui recouvre la production et la distribution des biens et services nécessaires à tous, est réduite à un concours qui n'intéresse que des vainqueurs désignés d'avance. La protection de l'environnement, qui a pour enjeu que cette terre reste vivable ne serait-ce qu'un siècle de plus, est retournée en construction d'un écrin d'aménités susceptibles de satisfaire à nouveau et avant tout ceux qui sont en capacité de payer.

En cela, ce que l'on désigne sous le terme de néolibéralisme est moins une idéologie qu'une technique de gouvernement par laquelle la marchandisation croissante des villes et des territoires est politiquement portée pour être socialement imposée. De fait aussi, ce n'est pas tant la mondialisation qu'elle porte qui pose problème en soi. Ce ne sont pas non plus les appels pleins de bons sentiments à une autre mondialisation – voire ceux bien plus délétères à une dé-mondialisation que certains à gauche et à droite préconisent désormais – qui résoudront les problèmes que pose concrètement le néolibéralisme. Ce sont bien davantage les alternatives et les actions qui, aujourd'hui et demain, ici et ailleurs, mobilisent et mobiliseront pour faire reculer la marchandisation croissante de nos villes et de nos vies.

Paul BOINO





Le corps humain *n'est pas une* **MARCHANDISE**

Dans ce monde capitaliste où tout est marchandise, il est permis aux plus riches d'acheter le service des plus pauvres – voire même leur corps – par l'esclavage, l'aliénation, la domination, l'oppression, la prostitution, la location d'une partie du corps, et jusque par le salariat.

La hiérarchie ainsi établie entre ceux et celles qui achètent ou louent, et ceux et celles qui sont aliéné.e.s, se décline avec moult catégories. Les plus répandues sont celles qui consistent à distinguer les hommes des femmes, les blancs des noirs, les jeunes des anciens, les hétérosexuels des homosexuels, etc.

Mais qui dit catégories construites sur une base hiérarchique dit aussi identification d'une norme s'imposant par les différents canaux du pouvoir : l'homme blanc hétérosexuel, riche et puissant, dont DSK a pu incarner l'archétype, s'impose comme le modèle destiné à dominer dans ce système.

Ceux qui correspondent à cette norme dominante sont de facto des oppresseurs aux yeux des opprimé.e.s. Il est tout aussi difficile pour les opprimé.e.s de voir le monde du point de vue des oppresseurs que l'inverse, si bien que le dressage des corps et des esprits peut s'appliquer et se développer dans la plus grande impunité.

Comment comprendre ce formatage et le repérer quand, de part et d'autre, chacun et chacune y trouve son compte ? Les oppresseurs y puisent le pouvoir, la puissance et les privilèges ; les opprimé.e.s jouent à l'économie leur rôle déjà écrit dans *Le maître et l'esclave* des philosophes classiques, jusqu'à ce qu'ils, elles, se révoltent à force d'être contraint.e.s.

Prenons le prisme de l'appropriation du corps des femmes, non pas pour nous enfermer dans cette problématique, mais pour faire émerger le fait que ce qui est imposé aux femmes l'est aussi à tous les êtres humains – parfois un peu plus tardivement, sou-

vent un peu moins violemment : sur le corps des femmes, s'expérimentent depuis longtemps des contraintes que le patriarcat et le capitalisme entendent étendre à toutes et tous, car la domination se conjugue bien avec les profits.

L'émergence politique d'une libération sexuelle et d'une réappropriation de leur propre corps par les femmes a marqué la décennie des années 70.

Dès le 21 mars 1968, des étudiants occupent le bâtiment des filles de la Cité Universitaire de Nanterre : la première manifestation publique de rejet du carcan dans lequel la sexualité était maintenue. En août 1970, neuf femmes déposent une gerbe à l'Arc de Triomphe : « *il y a encore plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme.* » scandent-elles, pour faire entendre qu'« *un homme sur deux est une femme* »... Prémices d'une revendication qu'elles furent nombreuses à porter : leur droit légitime à maîtriser leur fécondité, leur corps.

Sous la pression de mai 68 et de ses vagues, le pouvoir en place -capitaliste et patriarcal-cède, pour un temps, quelques parcelles que les femmes, en particulier, sauront occuper. Plus tard reviendra, insidieusement, au détour de la désertification militante, l'Ordre Moral séculaire qui fait de la femme un bien commun, propriété des hommes.

Mais le corps des femmes leur a-t-il jamais appartenu ? Sans doute, le temps de la révolte, pour quelques-unes. Mais tellement vite dépossédées furent-elles !

Les femmes ont voulu réaffirmer leur corps, « *notre corps nous appartient* », mais ne leur a-t-on pas demandé alors d'être disponibles, puisque libérées ! Toujours le bon vieux schéma : mère ou putain...

Si l'appropriation du corps des femmes par les hommes paraît évidente dans la publicité -une femme dénudée pour faire vendre une voiture, par exemple- ou dans le viol, attention à l'arbre qui cache la forêt : certes, l'horreur du viol de l'une d'entre elles ou de l'excision d'une autre concerne toutes les femmes, au plus profond de leur corps et de leur tête, mais c'est aussi chaque jour qu'elles subissent toutes l'appropriation tant collective qu'individuelle.

N'est-elle pas si ancrée au niveau social qu'elle en devient invisible ? Chaque femme est dépossédée de son corps, tant convoité, par l'ensemble des hommes. Cette appropriation par les hommes, la plupart eux-mêmes sommet de la pyramide familiale et base de la société patriarcale, s'impose à chacune et en permanence. Même quand l'appropriation collective paraît suspendue, l'appropriation demeure : c'est celle individuelle du père, du frère (Bande de filles de Céline Sciamma nous le montre une fois de plus), de l'époux ou du compagnon, qui s'applique. Et l'appropriation collective redevient vivace dès que la femme s'éloigne ou se libère des sacro-saints liens du mariage ou de la relation familiale.

Mais le corps des femmes leur a-t-il jamais appartenu ? Sans doute le temps de la révolte, pour quelques unes...

L'appropriation sexuelle des femmes par les hommes s'appuie autant sur l'obligation de disponibilité sexuelle dans le quotidien des relations, que sur le harcèlement sexuel dans les relations de travail (dont le caractère délictueux est très généralement nié au point que le harceleur se considère un droit de cuissage -ou de troussage-...), autant sur le viol que sur l'obligation morale à la fidélité conjugale (encore aujourd'hui bien plus impérative pour les femmes que pour les hommes), autant sur la prostitution que sur l'achat d'esclaves femmes, autant sur la pornographie que sur la publicité destinée aux mâles. Il semble même que cette appropriation connaisse une extension jamais égalée. Combien de centaines de milliers de gamines sont jetées dans la prostitution du tourisme sexuel ou de la traite des êtres humains pour le "bonheur" des Occidentaux ? En fait, il s'agit pour eux, de faire usage personnel d'un bien commun : le corps des femmes. En toute légalité ou par la force, jouir de ses droits de propriétaire.

Objet que le vendeur propose et dont l'acheteur dispose : le corps des femmes. Par l'appropriation physique, toute tentative d'autonomie est entravée. Enfermement, coups, privation de libre circulation, mais aussi sunna, infibulation ou excision, et même élimination des fœtus ou bébés filles comme en Inde ou en Chine : la contrainte sur le corps des femmes s'exerce à différents niveaux, selon les périodes, lieux et coutumes, mais s'exerce toujours.

Il est, encore aujourd'hui et dans la majorité des pays, tout aussi peu admis de se promener seule, ou de vivre seule (c'est-à-dire sans homme), que de pas être vierge pour le mariage. Et le grand retour de l'Ordre Moral se charge actuellement de remettre en cause, jusque dans nos sociétés considérées comme les plus "avancées", les quelques progrès en la matière obtenus grâce à nos sœurs et mères ces quatre dernières décennies.

Partout, l'espace public est conçu d'abord pour les hommes, et les femmes doivent se battre pour le reprendre : équipements sportifs en grande majorité pour les hommes ; création de "zones" (commerciales, résidentielles) aggravant la division traditionnelle entre les domaines public et privé, et multipliant ainsi les parcours



Chercher à mieux vivre, c'est aussi envisager, quelquepart, de changer le monde.

peu sûrs pour les femmes ; pistes cyclables couplées aux injonctions faites aux femmes (notamment dans le travail) de porter des vêtements "féminins" peu propices à la pratique du vélo, donc aux déplacements....

Encore aujourd'hui, des femmes dont la valeur est soumise à la virginité se voient contraintes à une reconstruction de l'hymen pour paraître vierges, et là encore, sont soumises au pouvoir que les chirurgiens¹ ont alors sur leur corps : certains en abusent et, dans ce cas comme après un accouchement ayant nécessité une épisiotomie à suturer, réduisent l'ouverture du vagin au point de rendre douloureux pour la femme tout rapport sexuel ultérieur².

L'appropriation du corps utilise à l'envi la manipulation par la peur : brandir le spectre du viol ou du risque de prostitution forcée permet de limiter considérablement la liberté de circulation et d'action des femmes (« folles celles qui ne croient pas

¹ La chirurgie reste encore aujourd'hui une spécialité à 80 % masculine.

² Le "point du mari" après une épisiotomie est une pratique barbare de reconstruction périnéale "serrée", encore parfois pratiquée d'autorité par des chirurgiens se croyant légitimes à intervenir dans la sexualité de leurs patientes : « je vous fais ça bien, votre mari sera content »...

au danger ! »), agissant comme un véritable garde-fou contre toute tentative d'autonomisation.

« Les rapports corporels crient cette appropriation, dans chaque accent de la motricité, de la parole, des yeux » tant dans les lieux publics qu'au domicile privé nous dit Colette Guillaumin dans Sexe, Race et Pratique du pouvoir (1992).

Même les enfants, issus des corps des femmes, appartiennent au père comme le démontre le chantage à la possession mené par les hommes lors des divorces – qu'ils montent ou pas sur une grue jaune ! –, ou comme le prouve l'entreprise de purification ethnique dans de nombreuses guerres : appropriation du sol rime avec appropriation du produit du corps des femmes. Le corps n'appartient ni physiquement, ni sexuellement aux femmes.

Mais l'appropriation est également sociale et économique, soumise aux besoins du capitalisme. Les femmes sont affectées aux soins matériels des individus dépendants : enfants, malades, handicapés, vieillards... Si leur présence est requise de manière constante, il est également exigé d'elles une charge psychologique et affective, d'autant plus lourde et contraignante qu'elle touche des proches.

Pascale Molinier a bien montré l'intérêt d'étudier le care ; elle a pu ainsi rendre visible le travail occulté des subalternes qui en ont la charge : des travailleuses combinant le plus souvent toutes les formes de domination et de marginalisation (femmes, pauvres et non-blanches)³. Si bien que, non seulement leur corps est utilisé en tant qu'outil social, mal rémunéré dans le salariat, gratuit au domicile, mais en plus leur esprit même est prié de

³ Le travail du care, 2013

s'investir : une dépossession mentale entraînant parfois-même une dépression similaire aux dépressions puerpérales. De quoi abattre tout élan d'autonomie.

Tout aussi évident et gratuit, le travail domestique dont les femmes assurent encore aujourd'hui 80% des tâches, et toujours la part la plus ingrate. C'est sur cette appropriation que se fonde aujourd'hui l'espoir de survivance d'une grande partie de la population du Sud ou de l'Est, tant la communauté humaine, en maints endroits, s'appauvrit et doit se déplacer en nombre.

C'est sur cette appropriation que se fondent les bénéfiques juteux des injonctions vestimentaires faites aux femmes, qu'elles soient émises par la mode ou la morale. Femmes portant un foulard, un niqab, un corset, ou des hauts talons, un string, un bikini, qu'importe ! À chaque fois la publicité assène les canons de la mode en ciblant sur la consommation sans cesse renouvelée. Le commerce des femmes, la gestation pour autrui ou les stérilisations forcées relèvent du même processus : maintenir les femmes sous domination... et faire du fric.

Il s'agit alors, selon les fluctuations sociales, économiques et politiques, d'adapter des conduites démographiques. De faire en sorte que le corps des femmes, par le fait qu'elles peuvent engendrer, soit au service de la société : promouvoir la contraception en période d'équilibre, l'imposer aux populations défavorisées ou bien interdire tout contraceptif (ou en créer la pénurie) et tout avortement dès lors qu'il faut recentrer sur la famille en période de fort chômage, et donc éloigner les femmes de l'emploi par diverses mesures incitatives.

Ces formes d'appropriation sexuelle, physique, économique, sociale et psychologique tendent à maintenir les femmes dans une situation commune de soumission, de dépendance, de négation,

renforcée par les religions. N'est-il pas prêché ouvertement l'obligation d'abstinence, ou celle de fonder une famille ? La lutte contre le sida n'est-elle pas encore entravée en Afrique par l'interdiction d'utiliser le préservatif ? D'ailleurs, a-t-on besoin de se protéger dans la fidélité conjugale ? L'ordre moral des religions, s'il ne peut agir directement sur les âmes, s'insinue largement dans le politique, ou le laisse faire.

Faire en sorte que les femmes ne soient jamais propriété d'elles-mêmes : corps et tête appropriés les rendent dociles et soumises à l'ordre moral du capitalisme et du patriarcat.

C'est contre cette appropriation collective et individuelle que les femmes ont lutté, luttent et lutteront. En revendiquant "notre corps, nous-mêmes", elles affirmaient, en même temps qu'elles le découvraient, que leur corps leur appartenait. Avec cette émergence de la conscience de leur corps, venait l'envie de mieux le connaître « pour mieux (s')en servir, mieux en jouir et mieux vivre » (Collectif de Boston, 1977). Revendication ô combien subversive alors... et aujourd'hui encore : l'affirmation d'une volonté de se réapproprier soi-même d'une part, et d'autre part le désir de trouver jouissance et plaisir (donc de séparer la sexualité de la reproduction) sont toujours



aussi suspects. Par ailleurs, chercher à mieux vivre, c'est aussi envisager quelque part de changer le monde.

Poser publiquement, donc politiquement, "notre corps, nous-mêmes", a pour conséquence aussi d'aborder la relation entre sphère privée et scène publique.

Tant que l'appropriation – et les expressions concrètes de celle-ci – ne sont pas identifiées et nommées, elles peuvent apparaître comme insignifiantes parce que d'ordre privé et individuel, ou inaccessibles parce que d'ordre public. « *Dire que les femmes ont le droit de se vendre, c'est masquer que les hommes ont le droit de les acheter* » nous dit Françoise Héritier, et ce droit sur autrui apparaît ainsi illégitime.

En sortant de ce cadre, les femmes font l'expérience du sens politique.

C'est ainsi que l'avortement prend une dimension revendicative qu'il ne connaissait pas tant qu'il restait une affaire de femmes : les femmes ont su se sortir de la triste période d'hypocrisie sociale, des risques de stérilité et de mort, et des trafics financiers juteux. Si elles n'ont pu arracher complètement la dépénalisation et la liberté totales en matière d'interruption volontaire de grossesse⁴, l'idée d' "un enfant si je veux, quand je veux" a fait son chemin. Les femmes ont pu aller vers l'emploi et la vie sociale. Moins d'enfants ou pas d'enfant, c'est la possibilité de travailler au dehors

⁴ L'IVG est toujours soumise à un cadre juridique qui en fixe les délais et les procédures (incluant entretiens infantilisants et/ou culpabilisants destinés à évaluer la capacité de décision de la femme -comme si celle-ci n'allait pas de soi-), et l'IVG est un des rares actes que les médecins peuvent tout bonnement refuser au nom de principes moraux.

du domicile, d'envisager une autre face de son identité sans rester dans le seul rôle social de mère.

Mais ces acquis, qui placent les femmes autrement dans la société par leur corps retrouvé, doivent être continuellement défendus au risque de disparaître.

Cette année, l'ampleur de la mobilisation des espagnoles pour maintenir le droit à l'avortement démontre bien l'enjeu politique en Espagne et dans le monde. « *Vos rosaires sont à vous, nos ovaires sont à nous* » scandaient les manifestantes.

Pourquoi penser que c'est acquis pour toujours alors que c'est une réelle brèche dans l'ordre moral -donc dangereux pour le pouvoir- que de laisser les femmes s'occuper d'elles-mêmes ? Ne sont-elles pas si fragiles, si insouciantes, si incapables, comme certains se plaisent à le dire ? Et si elles reprennent possession de ce qu'elles sont, sur qui et comment asseoir la domination si nécessaire ?

S'affirmer comme ETRE, tel que le développe Kajsa Ekis Ekman, journaliste anarchiste suédoise⁵, et non comme marchandise, ce que prônent le capitalisme et le patriarcat, c'est refuser toute marchandisation dans toutes nos relations, c'est lutter pour la liberté indissociablement articulée avec l'égalité, la gratuité et la solidarité.

Hélène

Groupe Pierre Besnard

Émission Femmes libres sur Radio libertaire

⁵ autrice de *L'être et la marchandise* (2013)

Culture... ou CONFITURE ?

«*Selon ce qu'on donne au cochon, plus ou moins goûteux sera le jambon* »
Anonyme, France, XXI^e siècle

Parlons peu, parlons de moi : depuis quelques années mon métier consiste à programmer des films dans une médiathèque – séances ouvertes à tous et gratuites, bien entendu. Comme cette activité se situe hors du champ commercial classique, elle autorise une relative liberté en matière de programmation. Laissant les blockbusters aux usines appelées multiplexes, le cinéma d'art et d'essai aux salles du même nom – lesquelles réalisent un travail d'excellence, mais pour combien de temps encore ? Les subventions sont à la baisse, nous nous concentrons sur le court-métrage de création, et le documentaire. Deux genres menacés car jugés non rentables, victimes du désengagement progressif des chaînes de télévision et des distributeurs en salle, et désormais réduits à une économie de survie : projets montés avec des budgets dérisoires, comédiens, techniciens peu ou pas rémunérés... Le procédé est ici limpide : un genre cinématographique par nature peu propice à susciter quelques millions d'entrées est subitement jugé plus rentable du tout. Donc les financeurs, qui sont tout sauf des philanthropes, se retirent. On constate alors, chose



étrange, que le public se détourne de films qu'on ne lui montre plus. La boucle est bouclée, le nœud serré, la corde est prête. Dans le domaine du court-métrage comme dans celui du documentaire, la situation est telle qu'aujourd'hui les principaux acteurs de ces genres particuliers multiplient festivals, projections hors circuits classiques, et font appel aux médiathèques afin de pouvoir montrer les œuvres et de rencontrer le public – ici comme ailleurs, la mise à disposition sur le net se heurte vite à cette limite : le partage, la rencontre, l'échange spontané, ne sont possibles qu'en salle.

Là où je travaille nous projetons donc, pour l'essentiel, des courts-métrages piochés dans la production mondiale, à destination notamment des enfants et adolescents, films de création éloignés autant que faire se peut des *M6Kids* et autres programmes télévisuels gorgés de pubs pour les sucreries et les jouets. Conçues avec soin par un groupe de travail, ces séances connaissent un réel succès, prouvant si c'était nécessaire que les jeunes esprits restent ouverts et avides d'expressions se situant hors des champs balisés. En ce qui concerne le cinéma documentaire, le contexte est bien différent. Comme nous privilégions le documentaire d'auteur, qui propose un point-de-vue, une subjectivité assumée loin du reportage et des facilités type *Le monde merveilleux des dauphins* - je n'ai rien contre Flipper, mais sa place est ailleurs : dans l'eau -, le public est peu nombreux, difficile à fidéliser, bien que nous invitions souvent les réalisateurs ou les protagonistes d'un film, lesquels se dé-

placent avec enthousiasme pour participer au débat qui suit, toujours, la projection, et dont la qualité est souvent étonnante. J'ai parfois vu des gens bouleversés par ce qu'ils venaient de voir, posant de multiples questions, quittant la salle un tant soi peu émus, si ce n'est transformés. Inutile, donc, de préciser qu'en ce qui me concerne le nombre importe peu, au regard de l'intensité de la rencontre entre une œuvre et la personne qui s'y confronte. Ma direction, cependant, ne semble guère partager cet enthousiasme, accompagnant le lent glissement – il s'accélère, ces temps-ci – qui voit une vision comptable se substituer aux exigences de l'action culturelle, la quantité prenant le pas sur la qualité, l'ouverture au monde, la défense des créations originales, marginalisées. A l'issue d'une projection de courts-métrages exigeants, ma direction me demande : combien de personnes dans la salle ? Que trois ados soient restés après la séance pour parler, avec moi et surtout entre eux, de films qui les ont touchés, ma direction s'en fiche. « *Combien* » ? Le mot qui tue...

Si j'ai pris le temps de développer cet exemple lié à mon expérience personnelle, c'est qu'il me semble significatif d'un phénomène bien plus vaste qui, après avoir impacté les domaines de la santé, de l'éducation, des transports, s'étend maintenant à la culture. Une tendance se dessine, qui inquiète à juste titre les acteurs/passeurs/médiateurs du champ culturel : les règles du privé sont en voie de gangrener l'économie de la culture, et l'injonction suprême de rentabilité n'est pas loin d'accéder au rang de règle indépassable. Or, il est des pratiques, des opérations, des établissements qui ne peuvent atteindre le seuil de la rentabilité économique stricto sensu. Puisqu'ils ne peuvent, de par leur nature, rapporter le moindre kopek, la logique libérale exige qu'ils en coûtent le moins possible. Partout, les budgets sont en baisse. Des exigences farfelues se font jour, telles celles d'installer de micro-bibliothèques dans les galeries marchandes. Pour y faire quoi, monsieur le ministre ? Elles n'ont rien à vendre... C'est bien là le souci : comme nous n'avons rien à vendre, nous n'avons rien, non plus, à gagner ni à perdre. Aussi les équipements culturels sont désormais perçus comme des "investissements sans retour ni gains", sortes d'anomalies n'entrant pas dans le champ marchand, et non soumis à lui. Au mieux, une

curiosité, au pire une manière de furoncle à éradiquer au plus vite. D'autant que ces établissements, pour une part d'entre eux, s'entêtent à soutenir un modèle économiquement irrecevable, portant l'odieux nom de gratuité. Gratuite, l'inscription en bibliothèque ou dans certains conservatoires. Gratuite, la participation aux ateliers pour les enfants, de la musique à la vidéo... Un scandale, une bizarrerie pour ces élus devenus auto entrepreneurs employeurs comptables sourcilieux du public, ce trésor. Pourquoi devrait-il échapper à la voracité des décideurs et autres sponsors, au prétexte qu'une poignée de chevelus utopistes barbus s'accrochent à la gratuité, ce non sens, cette absurdité ? Partout, semble devoir s'imposer la loi de l'offre et de la demande. Là où elle règne s'impose l'outil mathématique, la statistique et la règle à calcul. Le Chiffre prend possession d'un domaine dont il ne peut saisir les subtilités. Le tableau Excel fixe la marche à suivre, qui dès lors ne souffre aucune critique ni remise en question. La culture du Résultat prime sur toute autre considération, au seul bénéfice d'une culture entendue comme marchandise. Cette logique du chiffre, outre qu'elle soit grossière - « *combien ?* » ne veut rien dire en soi -, n'est jamais qu'une facilité plaçant l'action culturelle sous le joug du superflu, de la paresse, du divertissement.



Facilité, également : cette notion de "public". Le public, en tant que tel, n'existe pas. Ce n'est qu'une construction mentale autorisant les décideurs à nier l'aspect hétérogène, fortement volatile et ne se prêtant guère aux raccourcis sociologiques, de celles et ceux fréquentant les lieux culturels, quels qu'ils soient. Il suffit de les écouter, de les côtoyer au quotidien pour comprendre qu'ils et elles sont, et largement, plus ouverts, plus curieux que ne l'imaginent ceux dont le métier consiste à penser à leur place. Les idées reçues et lieux communs rattachés à l'enfant et à l'adolescent font florès dans la bouche des profs, des animateurs de centres de loisirs, des parents, des bibliothécaires : non, les mômes ne sont pas tous accros à Disney, non les ados ne sont pas tous des moutons bêlants en chorale devant *Fast and Furious V*. Non le quidam ne fait pas systématiquement demi-tour devant un film sous-titré, fut-t-il en noir et blanc. Si problème il y a, il ne vient pas tant des œuvres que de la façon dont on les enferme dans des catégories, dans les rets de poncifs et stéréotypes qui en réduisent l'accès. De cette longue litanie de lieux communs et fausses vérités concernant "le public", découle une série de choix, d'orientations en matière de pratiques culturelles. On aura compris que ces choix, concrétisés sur le terrain via le levier des subventions, loin d'être neutres se révèlent essentiellement mortifères. Quant à la gratuité, que les économistes libéraux se rassurent : dans le cas qui nous occupe, cette gratuité n'est qu'un mythe. Avec quel argent fut acheté le terrain sur lequel on va bâtir le nouvel équipement, splendide bâtiment payé par qui, déjà ? Qui paiera les frais de fonctionnement, les salaires, le mobilier ? Vous, moi, le contribuable. C'est dans cet interstice comptable que se niche l'antilogie : dans un modèle économique dominé par l'idée de propriété, nous sommes tous propriétaires d'établissements collectifs que seul notre argent a pu permettre d'édifier. Aucune gratuité, ici. Mais cette absence de gratuité implique qu'elle soit appliquée en pratique, sans possibilité d'y déroger. Rendre par exemple payante l'entrée d'un théâtre dont nous sommes propriétaires relève de l'arnaque pure et simple : c'est comme glisser une pièce dans la fente de la porte à chaque fois qu'on rentre chez soi. Quant à la gestion quotidienne de ces équipements, laquelle implique des frais, à défaut de les supprimer il est

question de les réduire en s'inspirant, comme d'habitude, du modèle anglo-saxon. Au Royaume-Uni, la plupart des bibliothèques sont désormais fermées ou alors peu ouvertes et gérées par les retraités du quartier, bénévolement bien sûr. Et pourquoi pas, me direz-vous ? Pourquoi pas, en effet, une bibliothèque au budget démesurément diminué, dont le fonds sera constitué par de braves personnes pour qui lecture égal loisir, pilonnant donc allègrement Albert Camus pour faire de la place à l'autobiographie de Valérie Trierweiler, à l'essai de Zemmour ou aux confidences d'un éleveur de hamsters cochinchinois. J'exagère ? En France, au moment de la réforme du statut des universités, le recteur de la Sorbonne - excusez du peu - à qui l'on demandait comment il comptait s'y prendre pour réaliser les économies demandées, entre autres lumineuses idées, évoqua celle-ci : pourquoi ne pas confier aux associations d'étudiants la gestion de la bibliothèque universitaire ? Oui, pourquoi pas, me direz-vous. Pour ma part, je propose de confier aux mêmes associations le poste de recteur.

L'offre, la demande : la loi. Aux principes universalistes gouvernant depuis toujours les bibliothèques du monde, on oppose désormais la loi du marché. Nous voilà, en un mot, "amazonisés" : on ne se contente plus de nous reprocher de coûter cher et de ne rien rapporter, on exige de nous que nous répondions à "la demande". On retrouve ici l'étrangeté dominant la rencontre de la culture et de la structure technocratique - sur une table de dissection, ajouterait Lautréamont : mélange de subjectivité et, pour tout dire, de mépris, de la part des hauts-cadres de l'administration justifiant leurs émoluments par la ponte, régulière, de rapports et circulaires "cadran" les desideratas d'une population dont ils ignorent quasiment tout et dont, à tout le moins, ils se fichent éperdument : d'où une "demande" fantasmée, basée sur des "enquêtes" idéologiquement orientées, une composition, un leurre visant à justifier la privatisation et marchandisation de l'activité culturelle, ramenée au rang de loisir et de divertissement.

Au sens pascalien du terme, le divertissement n'est rien moins que l'opération consistant à détourner l'individu de l'essentiel. Affirmant par ailleurs que c'est une nécessité, inhérente à tout être humain, le Blaise est dans la vérité : nous avons tous besoin de nous divertir parfois, car sans divertissement au sens large du terme - la contemplation d'une fleur peut s'avérer divertissante -, nous serions, sans nul doute, guettés par la folie. Cependant, toujours selon Blaise, si nous devons laisser s'exprimer ce besoin de divertissement c'est pour mieux revenir, ensuite, à l'essentiel. On voit que l'industrie culturelle est tout, sauf pascalienne. Cette industrie, aux mains d'un gang de faquins payés pour nous faire avaler qu'au-delà d'Avignon point de théâtre, qu'en-deçà d'Angoulême point de bande dessinées, présente cependant l'avantage de jouer cartes sur table : ici point de chapelles, nul prêtres, ni doctrine comme c'est l'usage en art. Ici, il s'agit d'entreprises gagnant ou non des parts sur un marché proche de celui du petit électroménager. Bien entendu, si nécessaire, c'est-à-dire pour accéder aux subsides de l'état, l'industrie du divertissement sortira des placards les vieilleries d'une création qui, parce que poussièreuse, se verra estampillée "à la française" : Luc Besson installera sa *Cité du Cinéma* en Seine-Saint-Denis, promettant d'en faire un pôle d'excellence de la production "à la française" : les subventions publiques affluent, et Besson continue son petit business à

la fois mondial et privé - lequel subira peut-être dans les mois à venir le contrecoup d'un procès pour détournement de fonds publics. Dans le même temps W9, chaîne privée de la TNT mais elle aussi subventionnée, certainement pointée du doigt par un CSA lui reprochant son manque de programmes "culturels", parsème ses programmes nocturnes de lectures de Balzac, Proust, Homère, nuitamment assassinés par de lascives jeunes filles se prélassant à demi nues sur un canapé de velours, et ayant un niveau de lecture proche de l'entrée en CE2 - c'est une émission très suivie. Encore ne s'agit-il ici que d'illustrations hallucinantes de l'imbrication notoire permettant à l'argent public de financer des fortunes elles très personnelles. Si encore l'industrie du divertissement se limitait à user du prétexte culturel à seule fin de capter les budgets de quelques ministères, cela, tout en restant scandaleux, serait compréhensible. Mais voilà que, depuis plusieurs années, le gang des faquins travaille à gommer les frontières entre culture et divertissement, entre loisir et culture. Le Puy du Fou ? Culture. Le Futuroscope, Vulcania ? Culture, là aussi. Des tours-opérateurs proposent, en un week end, de « faire » le Louvre, Le British Muséum, le Rijksmuseum et le Prado ? Pas de souci, et d'ailleurs les papy boomeurs s'y pressent. Mais, par pitié, qu'à leur retour ces cultureux ne viennent pas nous semer la chanson minable de leur extrême sensibilité à l'art, "même celui des étrangers". On mange bien, à Madrid ? Et l'hôtel, il était correct ?

Il est, bien entendu, trop tard : la culture, comme le monde, est devenue une marchandise qu'il convient de rentabiliser à grand renfort de touristes japonais persuadés de s'être rendu à Paris alors qu'ils n'ont jamais fait que passer une journée à Disneyland, Paris, tandis que leurs cousins auront préféré, eux, rejoindre la foule amassée aux abords de La Joconde, dans l'espoir de l'apercevoir ne serait-ce que quelques secondes. Le mariage est ainsi consommé, entre espaces de divertissement devenus lieux de culture, et lieux de culture ramenés au rang d'espace de divertissement. Marche nuptiale - composée par André Rieu ? - au son de laquelle s'avancent les mariés divertis ô combien, éloignés, autant que faire se peut, du "retour à l'essentiel" cher à Blaise Pascal. Le gang a bien perçu l'enjeu. Son objectif est double. Financier, bien évidemment, idéologique également : maintenir la "clientèle" sous le joug de l'apathie, du décervelage, permettra

de vendre au plus offrant ce temps de cerveau devenu plus que disponible. Dans cette perspective, l'essentiel pascalien devient l'ennemi à abattre. Il est urgent de maintenir la clientèle-marchandise en état de vacance, éloignée de toute velléité de pensée laquelle pourrait la conduire à, horreur !, zapper ou éteindre le poste, à répondre par la négative à la demande d'une progéniture rêvant de rencontrer Mickey dans sa maison, préférer la fréquentation de la poésie chinoise à celle de Glamour, et autres tentatives de résistance – le vilain mot ! – à l'entreprise de démolition culturelle orchestrée par Leclerc et ses « *espaces culturels* », par Amazon et ses hangars où court tout un peuple de précaires sous-payés remplissant des cartons dégorgeant de littérature médiocre, par Netflix et son offre surévaluée, par Disney, par la Réunion des Musées Nationaux, par le ministère de la culture et du commerce réunis, par TF1 et NRJ, partenaires officiels de quantités de festivals. Il ne suffit pas, cependant, de divertir la clientèle. Il est également nécessaire de lui donner bonne conscience, de lui offrir, pour pas cher, l'illusion de se cultiver. D'où le succès des quizz à la télévision, lesquels permettent de passer un bon moment en ayant comme l'impression d'avoir appris des choses. Peu importe que ces « *connaissances* » ne servent à rien au final, l'important est que la clientèle sorte de là débarrassée de ce vague sentiment de culpabilité et de honte guettant le téléspectateur dès lors qu'il s'arrache à l'écran. C'est ainsi, désormais : nous refusons de « *perdre notre temps* » à simplement nous divertir, le

temps, suprême marchandise, étant devenu bien trop précieux pour que nous acceptions de le dilapider. De même, nous n'acceptons de nous « *cultiver* » qu'à condition de n'avoir à fournir qu'un effort limité. Culture se doit donc de rimer avec détente, avec loisirs et donc, avec simplicité. Qui, mieux que l'industrie du divertissement se trouvait à même d'ordonner le mariage dont nous parlions plus haut ? En quête perpétuelle de nouveaux débouchés, comme n'importe quelle industrie, celle-ci a trouvé sur son chemin cette chose pour elle étrange, à priori ringarde, dépassée : la culture. Puis, elle s'est aperçue que des milliers de gens étaient susceptibles de payer, cher, l'entrée d'une expo, d'un musée pourvu que la visite en soit ludique, familiale – que les mêmes étaient également disposés à dépenser plus que de raison dans les boutiques attenantes aux salles, et gorgées de produits dérivés. D'autres, où les mêmes, peu importe, ont montré avec quel bel enthousiasme ils se déplaçaient, sacrifiant une petite fortune en hébergement, en bouffe, en spectacles, lors de ces événements appelés « *festivals* », qu'ils soient estampillés « *rock* » ou « *art lyrique* ». Après avoir bien labouré ces champs particuliers – rappelons que le célèbre « *Printemps de Bourges* » est une marque déposée, et que son propriétaire cherche actuellement à la vendre –, l'industrie du divertissement eut cette idée de génie : le « *tourisme culturel* », ou « *les vacances intelligentes* ». Le concept : s'emparer du touriste qui glande entre sieste et pétanque, le transformer en « *visiteur actif* » de la région sur laquelle il a jeté son dévolu ainsi que sa tente Quechua, réveiller en lui le citoyen avide de connaissances – même pendant les vacances ? Oui Robert, c'est comme ça – et bien entendu, à l'écoute de la culture locale. Il sera content, le visiteur. Il rentrera des Pyrénées en sachant que là-bas, y'a des ours, fera une halte à Laguiole et en ramènera un couteau, en ramènera surtout l'exposé de sa fabrication grâce auquel et contrairement à la lame du Laguiole made in Pakistan, le visiteur pourra briller. Il sera satisfait, le visiteur, pour ainsi dire : replet. Ce qui ne l'empêchera en rien d'être éventuellement conscient d'avoir été, sur le coup, la victime consentante d'un divertissement de masse, de l'industrie qui la sous-tend, connue pour être, de tout temps, l'alliée objective du pouvoir – nous détournant de l'essentiel tandis que nos adversaires s'y

consacrent, eux, à plein temps. Le rêve des Lagardère, des Arnault et consorts ? Avaler ces incongruités que sont l'art, la création, assommer puis détruire, mettre au pas et marchandiser à marche forcée ces espaces qui résistent à leurs appétits. L'œuvre originale existe, certes, est présente dans ce musée. En réalité on s'en fiche, existe davantage posters, cartes postales, reproduisant l'œuvre en question et que, eux, vous pouvez acheter. Ainsi, insidieusement, se déploie sous nos yeux un dispositif méthodique en même temps que de grande ampleur ayant pour objectif unique l'occupation économique de ces espaces de liberté que devraient être la création, les pratiques artistiques, les lieux qui les accueillent. Dans le monde du divertissement, tout ce qui n'est pas marchandise n'a aucune valeur. Dans ce dispositif, n'entre pas pour rien le sarkozysme qui popularisa l'anticulturalisme primaire. Il est donc devenu très branché de clamer sur les toits qu'on ouvre jamais un bouquin, qu'on s'emmerde au théâtre, qu'on est à peine capable d'écrire son nom sans faute (rires). Ringardisée d'emblée : la culture classique – *La princesse de Clèves* s'en souvient. Vouée aux gémonies : la création vivante, une vague affaire d'intellos et d'extrême-gauche, réunis. Porté au pinacle : l'humour à la sauce Bigard, la "vraie culture populaire" à base de ch'tis, de couilles et de blagues racistes. L'inculture, pire, l'a-culture étant devenue la norme, l'industrie du divertissement n'a plus qu'à enfoncer le clou. Elle ne s'en prive pas, en surfant sur la vague d'une beaufitude assumée. Comme nous n'en sommes pas sortis, comme Hollande et sa bande ne se départissent pas de leurs prédécesseurs – vouant un culte à l'art officiel mais se méfiant des artistes, craignant "en temps de crise", de choquer le peuple en détestant les intermittents du spectacle « *alors que le chômage augmente* » –, la haine de la culture, prémisses à d'autres haines toujours prêtes à l'emploi, s'enkyste dans la pensée contemporaine.

En partant de ces éléments, il nous appartient désormais de saisir l'enjeu de l'offensive actuelle que mène le capitalisme sur le monde la culture. D'en tirer toutes les conséquences, et de nous investir, à plein, dans les multiples résistances qui, sous des formes diverses, créent des interstices, des espaces fussent-ils microcholis mais appelés à se rejoindre. Des expériences concrètes, des initiatives nombreuses sont menées ici ou là, qui devraient retenir l'attention des anarchistes que nous sommes. Comme l'accès à l'art passe également et peut-être surtout par l'accès à l'artiste, on ouvre les ateliers – et pas qu'une journée par an –, on suscite les rencontres entre créateurs et public, on associe ce dernier à l'art en train de se faire, ce qui permet en outre de désacraliser, et l'artiste en tant que figure mythique, et l'acte de création, qui dès lors est perçu comme une activité somme toute ordinaire. Sachant ne pas pouvoir compter sur les institutions telles les collectivités ou ce monolithique bloc de suffisance qu'est l'éducation nationale, des militants issus des milieux culturels offrent des lieux, des moments, aux enfants d'un quartier se chargeant d'ériger une structure-sculpture ou de peindre une fresque sur les murs mêmes de leur ville. D'autres organisent, "à l'arrache", des projections sauvages de films choisis par l'assistance et après discussion, d'autres encore initient au détournement d'objets, de matériel urbain. On graffe, on colle, on reprend la rue au détriment des grandes enseignes et des publicitaires, des tenants de l'art officiel estampillé DRAC et consorts, on se prête appareil photo, caméra, on tourne, sans argent ni pression aucune, on s'organise et on assure une diffusion des œuvres, autre que par le sempiternel Youtube. On ouvre des squats, véritables viviers en matière de création, surtout on les défend, on les ouvre vers l'extérieur et, en cas de menace, on organise la riposte. Comme souvent, c'est de ces initiatives officieuses, marginales, à taille humaine, locales, se situant hors des cadres institués, que s'enracine ce mouvement de réappropriation des pratiques culturelles. On le voit : combattre pied à pied l'industrie du divertissement et l'avachissement neuronal qui en découle passe par la mise en réseau de nos petits moyens, à la façon dont le peuple de Liliputh parvint à immobiliser le géant Gulliver.

Mais cela ne saurait suffire. Au point où nous sommes rendus, le principe de réalité commande également de défendre ce qui reste de lieux échappant plus ou moins aux appétits économiques : conservatoires, bibliothèques, musées, théâtres, cinémas... Cela, parfois, au prix d'une schizophrénie nous conduisant à lutter pour que perdurent des institutions, des modèles dont nous sommes conscients qu'ils nous enferment et nous contraignent. C'est néanmoins le prix à payer si on ne veut pas voir, demain, des théâtres se transformer en supermarché, des professeurs de violoncelle devenir animateurs de soirées mondaines, ou des bibliothèques métamorphosées en « *espaces de convivialité* », machines à café, accès au net, photocopieurs en libre-service et, accessoirement, quelques livres – ne riez pas : cette « *évolution* » est actuellement présentée de façon très sérieuse comme étant le seul futur possible des bibliothèques.

L'espoir, cependant est permis de voir ces perspectives contrées par la volonté populaire. De par sa nature volatile, de par sa capacité à échapper aux cadres et aux postures figées, le champ culturel a vocation à sans cesse créer et investir de nouveaux lieux, se renouvelant en permanence et se réinventant sans cesse, échappant en cela à toute momification. Mettre à bas les velléités des marchands en matière de création, questionner sans relâche l'économie de la culture, réaffirmer sans crainte les spécificités liées aux pratiques artistiques – entendues comme originelles, fondatrices d'une humanité qui ne saurait s'en priver –, la tâche peut sembler immense. Mais en réalité nous sommes une multitude, dès lors notre force dépend de notre capacité à nous organiser, à irriguer ces pratiques alternatives, à en inventer de nouvelles. Quel que soit le terrain qu'il choisit d'occuper, quelle que soit la stratégie dans laquelle il viendra inscrire son action, un anarchiste ne saurait demeurer insensible à ces expériences concrètes qui toutes visent l'émancipation de l'individu, sa pleine, entière, réalisation. Notre responsabilité est de les accompagner, de les alimenter, et de résister activement à toute marchandisation et récupération d'un champ de l'activité humaine dont l'essentialité n'est plus à démontrer.

Fred
Groupe de Saint-Ouen
Fédération Anarchiste

Spéciale dédicace à Catherine Bizern, ex-directrice du festival *Entrevues* de Belfort, renvoyée récemment en raison de la trop grande "radicalité" de sa programmation et qui, en une matinée de formation, m'avait donné une des clefs qui, depuis, ne quitte pas ma boîte à outils : « *peu importe, disait-elle, le nombre de personnes dans la salle, du moment que vous vous sentez légitimes dans vos choix, et qu'il vous paraît essentiel de montrer le film en question.* »



Diggers

Gratuité & autonomie

« Délaissant les grands axes, j'ai pris la contre-allée »

Jean Fauque/Alain Bashung



Tournons le dos au monde décrit dans ce hors-série. Non pas pour lui montrer nos fesses – pourquoi pas ? – mais pour cultiver ce qui est, dans ce monde de marchandisation, un interdit majeur, un tabou : la gratuité¹.

Quoi de plus scandaleux dans ce monde à vendre que ce qui n'est pas monnayable ? Que ce qui n'apporte rien au PIB, et qui pourrait être au contraire un outil de transformation sociale ?

La sortie peut prendre plusieurs directions : la désertion de ces zones commerciales standardisées et insipides ; le glanage – sur les marchés ou dans les champs – ; le recyclage,

en redonnant une seconde vie aux objets via, par exemple, les zones de gratuité ; la défense de gratuités menacées (l'éducation), couplée à la conquête de nouveaux espaces de gratuité (le logement) comme nous y invite Jean-Louis Sagot-Duvauroux qui a consacré à ce sujet de nombreux ouvrages².

Toutefois boycotter la sphère marchande telle qu'elle existe aujourd'hui, ou réutiliser des objets qui ont encore toute leur valeur d'usage n'est pas suffisant si cela ne s'accompagne pas d'une restructuration de l'appareil de production : la gratuité doit déboucher sur des alternatives structurantes de sortie du capitalisme.

Alors que se multiplient des expériences de gratuité, revenons, suite à la réédition du livre d'Alice Gaillard³, sur l'expérience des Diggers de San Francisco. A la fin des années 60, ces activistes américains inventent des distributions gratuites de nourriture et rêvent d'une ville libre et gratuite.

1 « Puisque le vénal s'oppose structurellement à la gratuité, c'est de l'extension du champ de la gratuité que nous devons partir ». Paul Ariès, dans « le mésusage – essai sur l'hypercapitalisme, Parangon/Vs, 2007, p. 150.

2 Jean-Louis Sagot-Duvauroux, Pour la gratuité, Desclée de Brouwer, 1995 ; De la gratuité, L'éclat, 2006. Textes consultables en ligne.

3 Alice Gaillard, Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968), L'Echappée, Montreuil, 2009 ; réédition 2014.

Prenons donc la contre-allée pour voir en quoi l'expérience des Diggers peut nous inspirer.

Ceux qui piochent

Armés de houe, de pelle, et de faux, ceux qui piochent gravissent la colline. Ils s'emparent de terres en friche. Ceux qui piochent ne demandent pas ; ils prennent.

Ils re-prennent la terre, les communaux qu'en droit ils peuvent posséder et cultiver collectivement.

Les Diggers, en français "Bêcheux" ou "Piocheurs", sont ceux qui piochent. Digger vient du verbe "to dig", qui signifie creuser, bêcher.

Au XVII^{ème} siècle, en Angleterre, des paysans pauvres s'élevèrent contre les enclosures (qui permettaient aux seigneurs féodaux de morceler et fermer les parcelles cultivables pour leur usage personnel) et prirent possession en toute illégalité de terres sur la colline de Saint George dans le Surrey, près de Londres. Le nom de ces révoltés, les Diggers, provient donc de leur technique de résistance : creuser le sol et cultiver des potagers. Ils n'avaient plus de terres et s'en sont donc appropriées pour pouvoir se nourrir.

Pendant une année, ils cultiveront la terre, avant que les propriétaires ne réagissent...

L'expérience des Diggers de San Francisco (1966-1968)

A l'origine, il y a une troupe de théâtre, la *San Francisco Mime Troupe*. C'est parmi ses membres et parmi les jeunes qui gravitent autour d'eux que se créera le groupe des Diggers en septembre 1966 : leur nom est une référence explicite au mouvement créé en Angleterre en 1649.

Le quartier emblématique de San Francisco où ils habitent, Haight Ashbury, est alors en pleine émergence du mouvement hippie. S'ils s'insurgent, comme les hippies, contre la guerre du Vietnam et le "rêve américain", les Diggers déplorent par contre le manque de conscience politique du mouvement hippie : eux souhaitent s'organiser pour construire un monde nourri d'aspirations libertaires.

De même les Diggers rejettent les approches trop traditionnelles et trop théoriques (comme la New Left, la nouvelle gauche, apparue à l'époque) et les batailles d'idées : ils veulent expérimenter les pratiques collectives et s'organiser dès maintenant pour vivre selon leurs idéaux. À leurs yeux, la révolution ne doit pas être remise à plus tard, elle peut se faire ici même.

Free Food

Cherchant une action exemplaire pour lancer leur dynamique, ils la trouvent dans l'idée d'organiser, chaque jour, une grande bouffe gratuite dans un parc (ils tiendront 8 mois !). Il s'agit d'abord de pallier à un problème criant qui se pose à la communauté : nombreux sont les jeunes du quartier d'Haight Ashbury qui n'ont pas un rond pour se nourrir.

Pour les Diggers, « les repas gratuits ne sont pas une distribution de charité, ils ne sont pas un don qui reposerait sur la bonté de quelques riches personnes. Ils appartiennent tout simplement à ceux qui veulent bien les réaliser »⁴, d'où le slogan : « c'est gratuit

4 Alice Gaillard, *ibid.*, p. 60.

parce que c'est à vous ! » Il s'agit en effet de créer un espace où se rencontrer, s'organiser et participer - et c'est bien ainsi que les Diggers vont devenir un véritable collectif. Enfin, il s'agit aussi de mettre en scène le rêve partagé d'une société où l'argent ne serait pas roi.

Concrètement, ils récupèrent – ou volent - au marché, aux halles, chez des maraîchers, de quoi préparer les repas. Ils se débrouillent. Ils recrutent aussi rapidement plein de gens qui ont envie de participer à l'organisation des repas.

Suivront d'autres expériences, outre des fêtes, des concerts gratuits, des actions dans les rues.

Free Store

Un magasin sera aussi créé où on peut trouver de tout sans dépenser un dollar, et dépasser les rôles stéréotypés du jeu marchand qui oppose clients et vendeurs (« si quelqu'un demande qui est le responsable, on lui dit que c'est lui »). Régulièrement fermés par les flics puis ré-ouverts ailleurs, les *Free Stores* des Diggers seront aussi des lieux de réunion, des salles de projection, des dortoirs où les derniers arrivés pourront passer quelques nuits, ainsi que des lieux où consulter des avocats ou des médecins bénévoles (*Free Doctor*). Peu après, la *Free Bank* est mise en place (elle durera trois ans) : une caisse commune où l'on peut mettre de l'argent ou en prendre, en fonction des besoins, alimentée par les membres du groupe ainsi que par des soutiens extérieurs. Pour inciter à la critique de l'argent, les Diggers organiseront aussi une grande parade intitulée « *Mort de l'argent, naissance de Free* », et brûleront régulièrement quelques billets verts.

Ete 67... Free City Collective et fin des Diggers

Récupéré par le système médiatique et marchand, l'été 67 devient le *Summer of love*. Rien d'excitant pour les Diggers qui ont toujours œuvré pour conscientiser les jeunes à autre chose que l'acide et les chemises à fleurs ! Sentant le vent tourner, les Diggers abandonnent leur nom pour celui de *Free City Collective*, élargissant leur action à la ville entière.

En effet, pour apporter des réponses concrètes et immédiates aux plus pauvres et aux opprimés, pour assurer une organisation pratique et quotidienne de la lutte, et pour créer des

espaces autonomes, la ville, comme cadre et comme échelle prend toute son importance : « *Le moment est donc venu de nous donner plus d'envergure et de nous atteler à la tâche de créer des Villes libres et gratuites dans les zones urbaines du monde occidental.* »⁵

Free City Collective existe jusqu'au printemps 1968, puis décide de quitter la ville pour partir à la rencontre de groupes qui se sont installés en communautés à la campagne. Ce départ de la ville doit être compris comme un départ vers des lieux où les aspirations autonomes seraient moins difficiles. Si tous ne partent pas à la campagne, la plupart évolueront rapidement au niveau politique vers des revendications plus écologiques.

De l'importance de la conjonction de coordination

Dans un numéro de la revue *Vacarme* consacré à la gratuité⁶, les coordonnatrices du dossier distinguent trois modes de production de la gratuité : la gratuité comme production d'une sphère non marchande dans l'économie, conquise grâce à des financements socialisés ; la gratuité comme refus des individus de se soumettre aux lois du marché ; la gratuité comme pointe avancée de la société de consommation, sophistication ultime des techniques de vente (le célèbre "pour 2 achetés, le 3^{ème} est gratuit !").

C'est le deuxième mode de production qui nous intéresse, puisque là peuvent s'inventer des alternatives.

Parmi les pratiques de sortie des lois du marché (piraterie, perruque dans les ateliers, autoréductions dans les supermarchés, développement de logiciels libres, glanage) prenons les zones de gratuité et les SEL : ce sont des espaces où l'argent est exclu. Ce sont, surtout, des espaces de convivialité et de

sociabilité, des espaces imaginatifs, où chacun-e est interrogé-e par la propriété, l'argent, le don.

On présente les zones de gratuité comme un moyen de réduire les déchets et de recycler des objets. Soit. Mais ces zones de gratuités n'existeraient pas sans les rebuts ou les déchets du système marchand ! Ce qui est assez schizophrène si l'on envisage de sortir de ce système productiviste et consumériste. Ce que l'on peut obtenir gratuitement dans ces espaces non-marchands a été produit, majoritairement par le pire système qui soit. Réutiliser des objets n'est pas condamnable, au contraire, mais auraient-ils du être produits ? Sous quelles conditions ? En aussi grande quantité ? Par qui, et comment, aura été prise la décision ?

Les SEL, pour rappel, permettent à leurs adhérent-e-s de mettre des services, des biens, des savoirs à la disposition de chacun-e-s avec une monnaie fictive. Mais, les échanges restent évalués, mesurés. La monnaie bien que fictive reste l'étalon de ces échanges. Certains voient même dans les SEL un ennemi de la gratuité puisque le coup de main que vous donniez avant -gratuitement- a désormais un prix !⁷ Le rapport marchand s'estompe mais n'est pas aboli.



Ce ne sont donc pas des pratiques dites radicales au sens où elles ne rompent pas avec le système dominant. On peut même déplorer que certaines de ces expérimentations ne fassent que l'accompagner : ainsi l'accompagnement institutionnel des ressourceries ou les tentatives de récupération du mouvement de *la tente des glaneurs*.⁸

De plus, l'apolitisme des SEL et de bien d'autres initiatives dites citoyennes, est problématique. S'opposer au règne du tout marchand, du tout à vendre, suffit-il à faire de vous un anti-capitaliste ? Évidemment non.

Enfin, ces expériences de gratuité n'ont pas de liens avec des formes alternatives de production, et restent donc dépendantes du système productif capitaliste.

Voilà pourquoi la conjonction de coordination - "et" - a toute son importance.

Si la gratuité vécue dans ces espaces permet individuellement d'être bousculé, interrogé sur ces rapports à l'argent et aux objets, il faut aussi que ce vécu ne débouche pas uniquement sur une émancipation individualiste. Un mode de vie (comme la simplicité volontaire

⁷ Jenny de Wervicq, *La gratuité : un projet de civilisation*, 2003. à lire sur le site de la revue *ecorev*. L'auteur entrevoit néanmoins des possibilités d'évolution à travers l'exemple d'un SEL où toute comptabilité a disparu pour laisser place à un mode d'organisation où la confiance plus que l'échange a son importance.
⁸ voir *Le Monde Libertaire* n°1749.

ou autre démarche de sobriété) ne constitue pas un programme politique. L'erreur serait d'agir, d'imaginer des solutions pratiques sans outils théoriques (pour comprendre le fonctionnement du système dominant). C'est une action combinée qui nous permettra d'atteindre une société égalitaire et autogérée : émancipation personnelle et alternatives collectives et projet politique.

Produire ce qu'on pourra échanger, c'est ce qu'avaient compris les Diggers, quand ils s'étaient associés avec le *Morning Star Ranch* (ferme communautaire) pour utiliser une partie de leur production pour les *Free Foods*, et surtout dans leur texte-programme publié à leur dispersion à l'été 1968, *le jeu comparatif et post-compétitif de la ville libre et gratuite* : « *Nous devons mettre nos ressources en commun et stimuler mutuellement nos énergies pour assurer la liberté de nos activités respectives : construire des alliances avec les autres groupes des villes, militants révolutionnaires et gangs underground, mettre sur pied, ensemble, des activités libres et gratuites nécessaires pour une économie autonome (centres de stockage et de distribution de nourriture gratuite, garages, dispensaires, coopératives agricoles, logements, espaces de travail, etc)* ».⁹

Ce qui a finalement le plus intéressé les Diggers, c'était la question de l'autonomie, plus que celle de la gratuité. Ils portaient un projet révolutionnaire, une vie libérée de l'argent, pleinement conscients que se libérer de l'argent c'est se libérer de l'état et de ses outils d'administration et de contrôle des marchés. Comme l'écrit joliment J.-L. Sagot-Duvaurox : « *La gratuité, c'est déjà un îlot de société sans classe, sans État* ».¹⁰

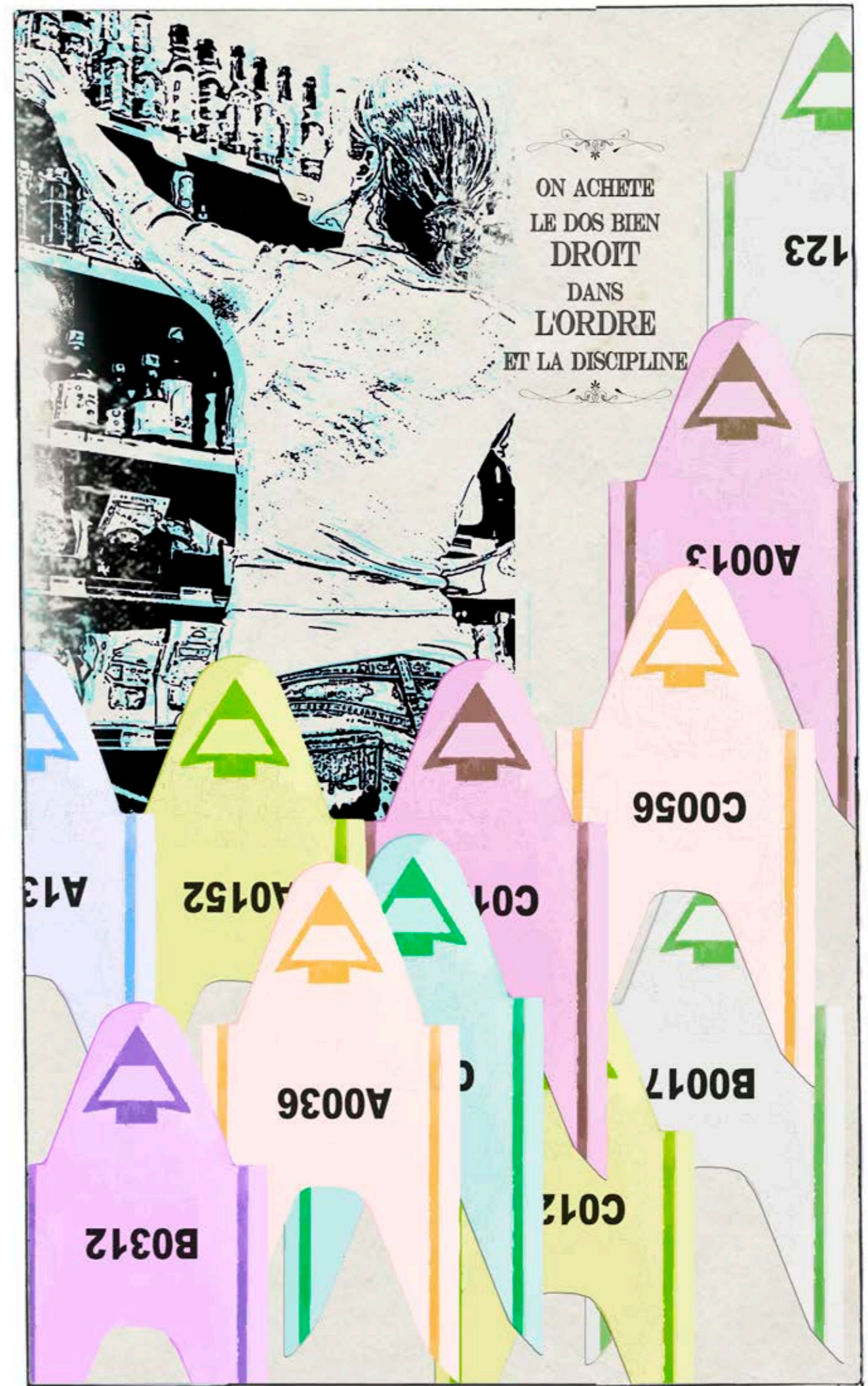
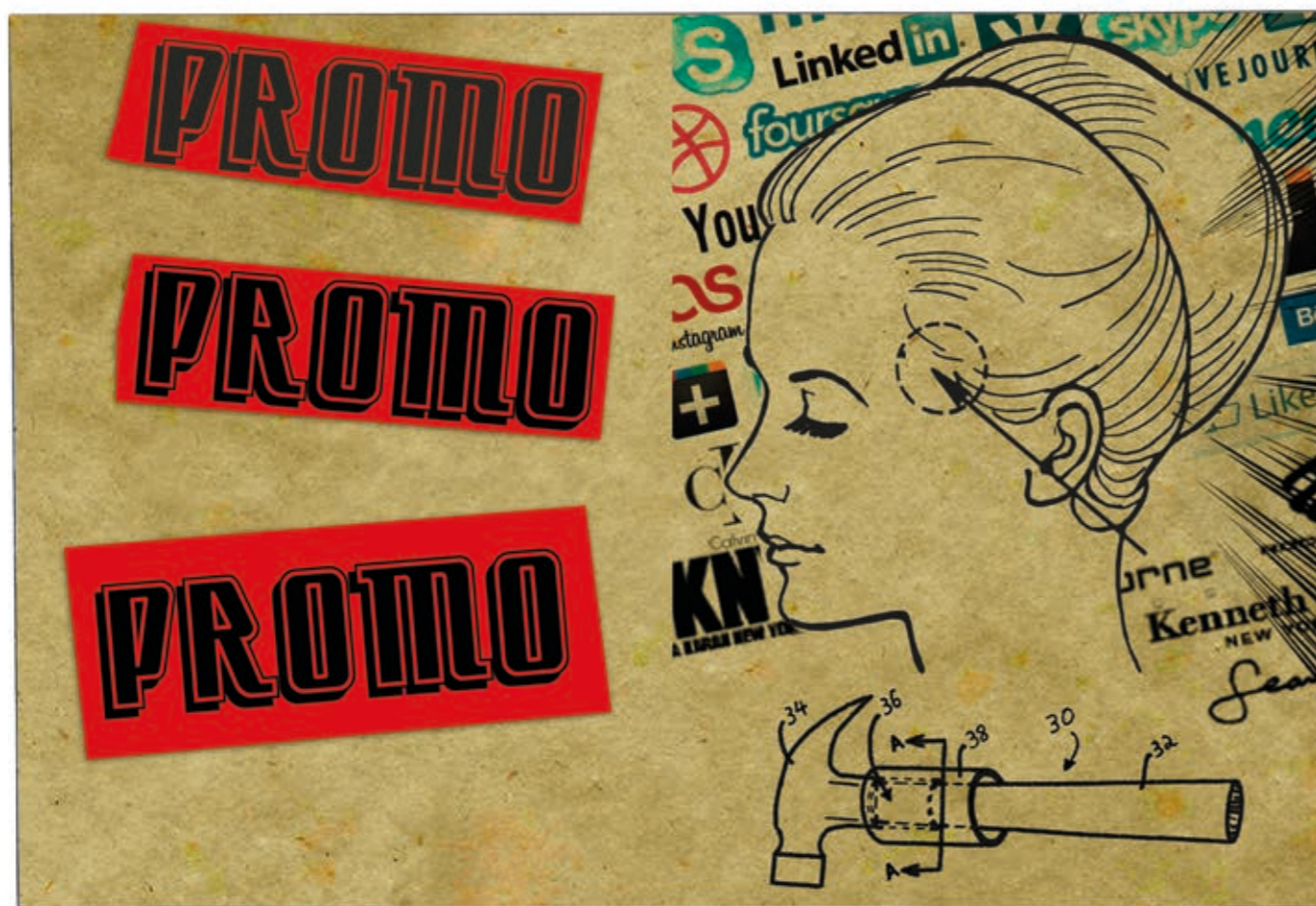
Mais, rendre tout gratuit n'est pas un projet en soi. Le thème de la gratuité rend visible la question de la production, de ses moyens et de ses fins (et au delà les questions du travail et du temps). Ainsi la question primordiale semble être moins la question de l'accès (payant ou gratuit), que ce qui empêche de construire l'autonomie, soit le système de croissance et ses marchandises.

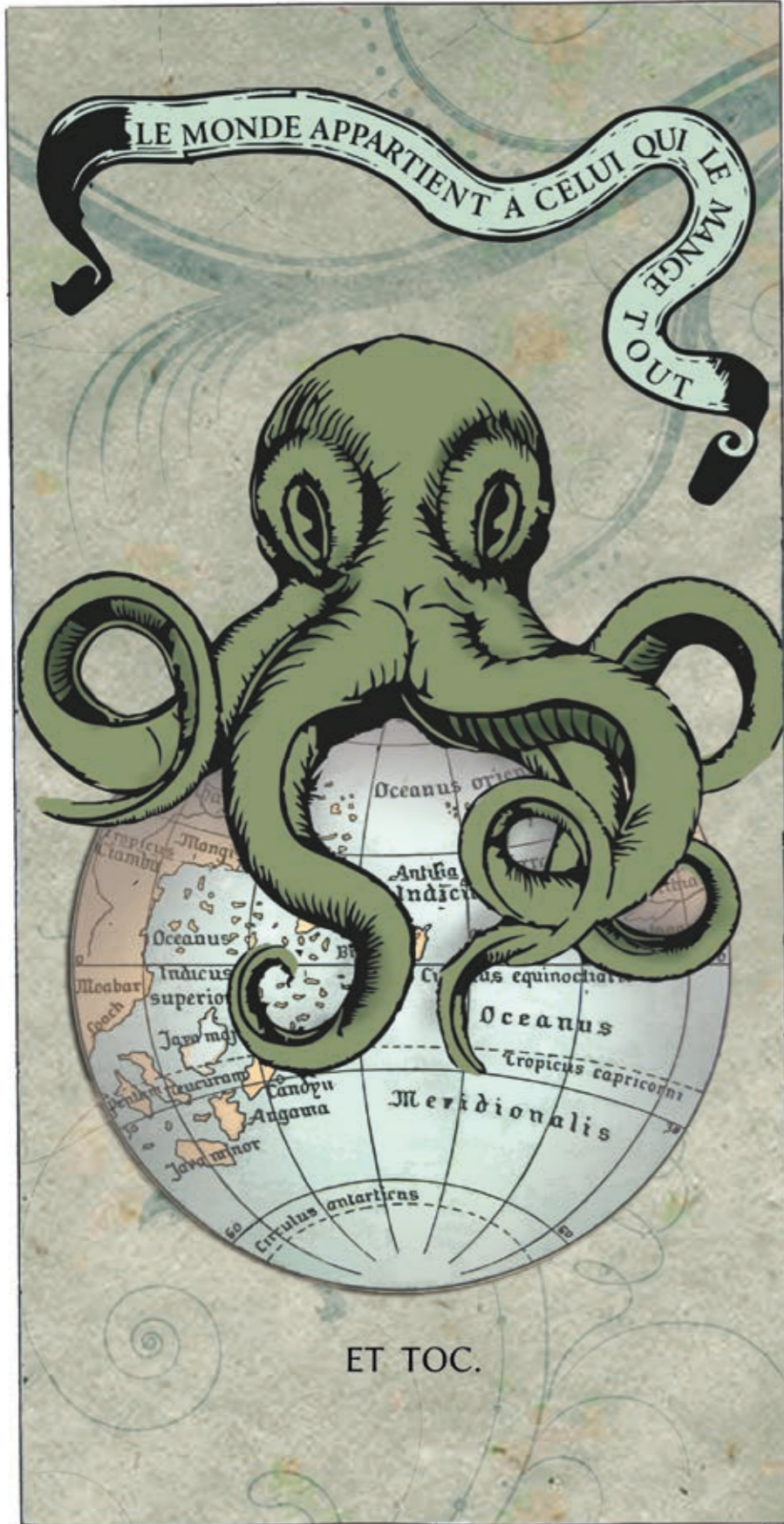
Olivier Bouly

⁹ Alice Gaillard, *ibid.*, p. 117.
¹⁰ Jean-Louis Sagot-Duvaurox, *Pour la gratuité*, Desclée de Brouwer, 1995. partie 1.



LA MAISON
NE FAIT
PAS CREDIT



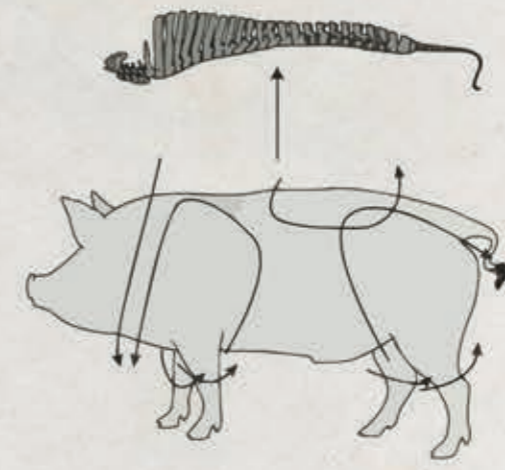




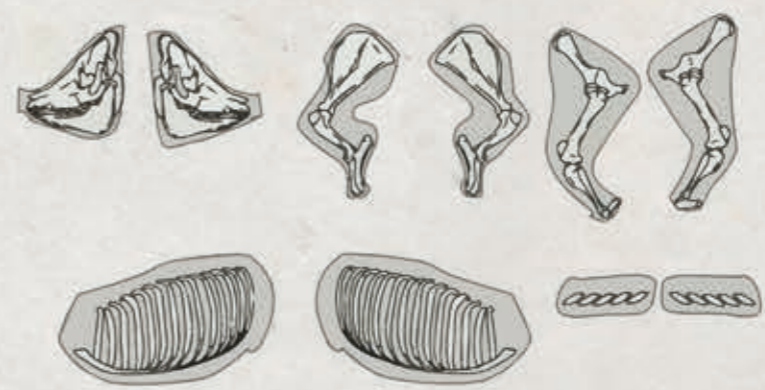
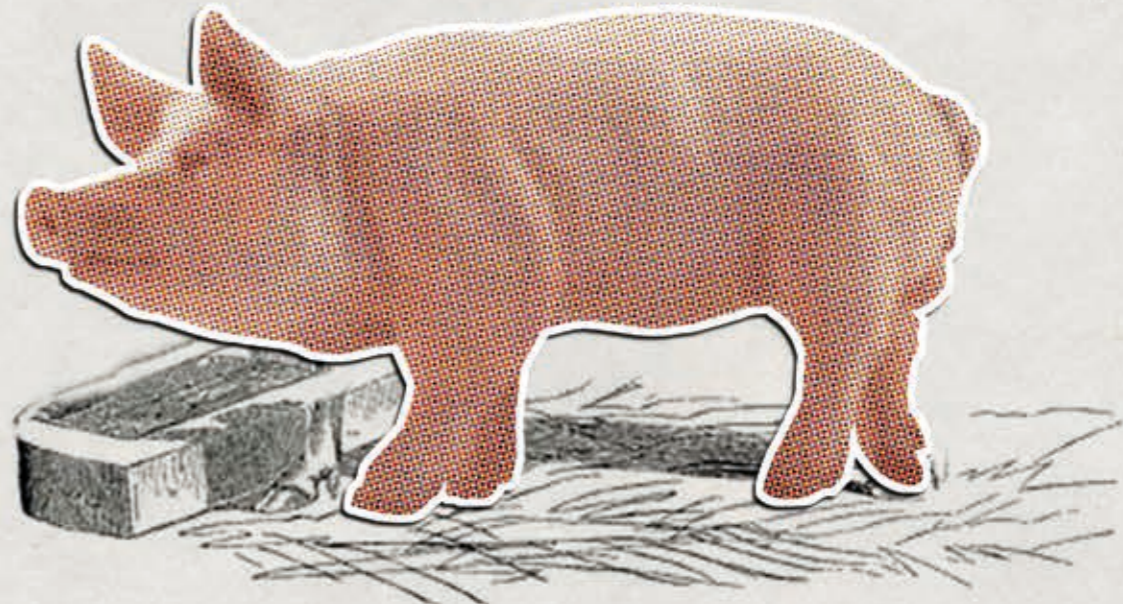
ALLEZ HOP ON DEBLAYE !

POLE AMENAGEMENT DURABLE ET MOBILITE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
Mission Matrices et Outils
Service Gestion Travaux Sanitaires





kein ?



SOMETHING
ABSOLUTELY
NEW



NOW—ALL THE THRILL OF THE OPEN CAR
WITH THE COMFORT AND SAFETY OF A SEDAN

THAT WILL LAST
FOR YEARS AND YEARS AND
AND YEARS AND YEARS AND



With standard rear window screen.



YEARS AND YEARS AND YEAR
YEARS AND YEARS AND YEAR

OU PRESQUE

The End

Une vie en or

L'explosion du marché des données personnelles

« Lorsqu'on ne s'étonne plus du traçage, de la vidéosurveillance ou de la conservation de données, c'est justement le signal qu'on est entré dans un monde orwellien. »

Alex Türk, ancien président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 2007.



C'est sans doute une expérience qui t'es familière : tu recherches des objets sur le site internet d'une boutique en ligne. Quelques instants plus tard, tu visites le site d'un journal ou celui d'une association de sauvegarde des chatons dyslexiques et, dans un bandeau publicitaire, apparaît l'annonce d'une boutique qui te propose, étrangement, des produits du même type que ceux que tu viens de consulter. Je dis "étrangement" parce que cela fait toujours un drôle d'effet : l'effet rétrospectif d'avoir été suivi, épié, jaugé, puis abordé par un intrus gênant qui n'enlèvera pas son pied de la porte tant que tu n'auras pas acheté sa camelote.

Pourtant tout cela n'a déjà plus rien d'étrange : je sais, et nous savons tous — avec plus ou moins de précisions techniques et de lucidité — que chacun de nos comportements sur internet est suivi, analysé et utilisé par les experts du marketing appliquant à la lettre la formule magique : "surveiller plus pour cibler plus, cibler plus pour vendre plus". En bon français, on appelle ça le "tracking".

Les sociétés spécialisées dans le tracking collectent, en temps réel, toutes sortes d'informations générées par nos connexions quotidiennes : géolocalisation, cookies, contenus des médias sociaux, de nos agendas, de nos carnets d'adresses, transactions par carte bancaire... La totalité de notre vie connectée est transformée en un pack d'informations qui, une fois traitées sous forme de listes diverses et de profils, sont revendues à des analystes ou à n'importe quelle entreprise. En quelques années, ce petit trafic de données personnelles est devenu colossal : les géants américains comme Google, Facebook, Apple, et Amazon dominent aujourd'hui un marché de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Google et Facebook ont trouvé le bon filon pour accéder au plus grand nombre de données possible : elles proposent des services non payants et collectent en échange tout ce qui est tapé, cherché, posté, échangé via leurs services sur internet. Et la gratuité paie. Facebook génère à lui seul 1,5 milliards de dollars de bénéfices pour 1 milliard de profils, soit une moyenne 1,5 dollars par profil. Les liens sponsorisés (Adwords) proposés par Google via sa régie publicitaire lui ont rapporté 12,9 milliards de dollars de bénéfices pour la seule année 2012. Et ces profits ne sont pas prêts de ralentir : avec la réduction des coûts de stockage et de transfert de l'information associée à la possibilité d'analyse instantanée de masses de données de plus en plus importantes, le volume des données collectées et traitées dans le monde double tous les 6 mois.

Pour profiter de ce marché plein d'avenir, de nombreuses sociétés se créent partout dans le monde. En France, Netwave, vient de lever 3 700 000 euros en un an pour développer un « outil d'analyse situationnelle inductive basée sur un tracking des clics » capable de gérer des millions de connexions et de générer dix fois plus de recommandations en quelques heures. Cet outil baptisé Netwave Booster est doté d'un moteur à intelligence artificielle qui permet aux marques d'interagir avec l'internaute en 56 millisecondes. Jean-Luc Bernard, fondateur de Netwave, est très optimiste quant à l'avenir du tracking et travaille déjà à de nouveaux projets : « On sait aujourd'hui capturer l'état d'esprit d'un internaute. On veut maintenant capturer sa motivation ».



Sur le blog d'OkCupid.com, un des plus gros sites de rencontres en ligne américain, Christian Rudder, son co-fondateur, décrit régulièrement les différentes expériences auxquelles se livre son entreprise. Dans un post intitulé : *Nous expérimentons sur des êtres humains !*, il a le mérite d'être clair : « Devinez quoi, tout le monde : si vous utilisez internet, vous êtes le sujet de centaines d'expériences, à tout moment, sur chaque site. C'est comme ça que le Web marche. »

D'autres sociétés spécialisées développent une autre approche pour traquer la motivation propre à l'internaute. Le suédois Tobii a mis au point une technologie de suivi du regard, communément appelée "eye-tracking" (Le terme français, oculométrie, aurait pourtant l'avantage d'être phonétiquement assez évocateur...) Grâce à de petits capteurs, le regard d'un internaute peut être suivi quand il parcourt une page web. Une technique qui est notamment utilisée

pour l'optimisation des sites web en fonction des zones vers lesquelles se porte naturellement l'attention, tout comme dans les interfaces de pilotage des écrans par le seul regard de l'internaute. L'eye-tracking commence dès aujourd'hui à se répandre avec la mise en vente des google-glass ou des nouveaux smartphones proposés par Samsung ou Amazon qui "obéissent au doigt et à l'œil".

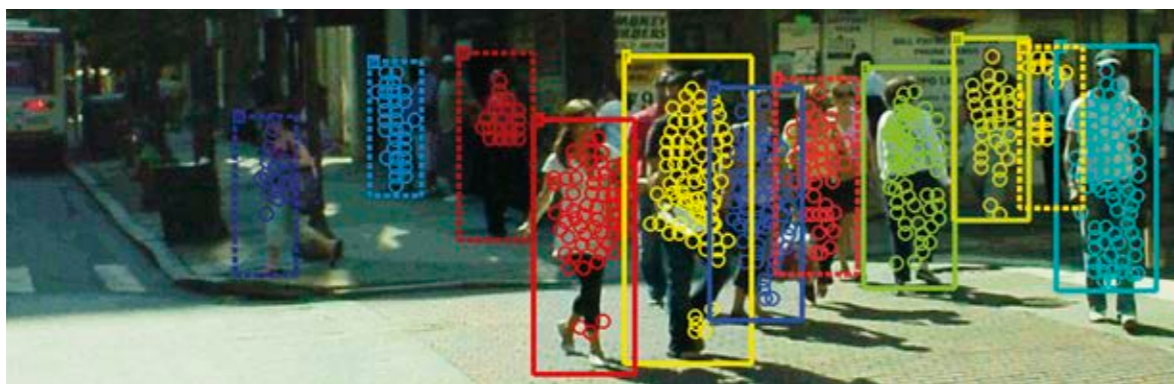
Nos regards sur les écrans seront bientôt des données numériques, et donnent déjà naissance à une nouvelle économie : l'économie de l'attention.



Évidemment, les commerces physiques, en concurrence avec des commerces en ligne de plus en plus compétitifs, s'inquiètent de ces nouveaux outils qui avantagent considérablement le commerce en ligne. Le pistage des clients est en effet beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans la vie physique ("offline"). Qu'à cela ne tienne ! Des entreprises américaines comme Shopper Track, Read Me ou Euclid Analytics ont mis au point des technologies de suivi des clients dans les magasins. Cela va du comptage des visiteurs dans un magasin à un moment donné (grâce à de petits dispositifs placés à l'entrée et la

C'est en croisant toutes sortes de données à l'aide d'algorithmes de plus en plus sophistiqués que ces sociétés cherchent désormais à affiner leur connaissance des motivations des internautes. Certaines d'entre elles poussent même leur logique jusqu'à manipuler les données des utilisateurs : il s'agit, ni plus ni moins, de modifier ce qu'ils ont pu poster ou recevoir, de créer des situations virtuelles incongrues et d'épier la façon dont vont réagir les internautes devenus, à leur insu, les cobayes de l'expérience. Du 11 au 18 janvier 2012, Facebook a ainsi trafiqué les pages de profil d'utilisateurs anglophones pour étudier l'impact des émotions exprimées par leurs contacts. En modifiant le nombre et l'ordre de message positifs ou négatifs publiés sur la page de 600 000 utilisateurs choisis au hasard (et non avertis), Facebook a scientifiquement prouvé ce scoop du siècle : tu es un peu plus triste si un de tes amis te dit qu'il est triste. Concrètement, les résultats ont montré qu'un utilisateur postait plus de mots négatifs après que l'on ait enlevé un post positif de son fil d'actualité. L'étude, menée en partenariat avec deux universités américaines et qui portait sur « la contagion émotionnelle », n'a pas convaincu la communauté scientifique. Elle a en revanche troublé pas mal d'internautes, à tel point que le chercheur qui en était responsable, Jeff Hancock, a été obligé de demander une protection policière. Facebook se justifie en soulignant que cette recherche est « compatible avec la politique d'utilisation des données à laquelle tous les utilisateurs doivent souscrire en créant un compte Facebook ».¹

¹ Les manipulations peuvent toucher des domaines plus délicats encore. Lors des élections américaines de novembre 2008, Facebook a demandé à ses analystes de focaliser l'attention de 1,9 million d'utilisateurs américains sur l'actualité électorale en manipulant leur fil d'actualité. Cette expérience qui avait pour but d'étudier si cette manipulation les inciterait à se rendre aux urnes, a démontré que le taux de participation dans le groupe d'internautes Facebook manipulés est passé de 64 à 67 %. (Source : www.motherjones.com)



sortie des magasins), au suivi des clients via la connexion bluetooth de leur smartphone. Les services proposés par ces sociétés permettent, entre autres, d'optimiser la gestion du personnel et de gérer la mise en rayon des promotions.

Mais ces services restent relativement chers, et ne sont pas à la portée de tous les commerçants. C'est pourquoi la société Euclid Analytics, basée en Californie, a fait le choix de les proposer gratuitement. Du petit restaurant au grand magasin, tous les commerces peuvent recevoir gratuitement des informations sur leur clientèle : fréquentation, temps passé dans le magasin, clients récurrents, tendances au fil du temps... La pose de capteurs ou de matériel perfectionné n'est même pas nécessaire : un seul boîtier, relié à une simple connexion wifi sur la plateforme en ligne d'Euclid, suffit pour surveiller ses clients via leurs smartphones, dont l'accès au Wi-Fi gratuit est activé.²

Évidemment, cette offre n'est pas tout à fait désintéressée : en proposant ce service gratuitement, Euclid favorise une très large dissémination de sa technologie (ce qui lui

donne un avantage non négligeable sur ses concurrents)... et surtout utilise en retour toutes les données récoltées par ses clients pour son propre compte : l'offre gratuite *Euclid-Express*, qui donne accès à de basiques informations agrégées sur le marché, peut évidemment être complétée par un service payant qui permet d'obtenir des données individualisées, contextualisées... et toutes les données des concurrents "non-payants".³

Les applications de ces technologies de suivi ne se cantonnent pas aux magasins. Le Levi's Stadium de San Francisco applique ce que les américains appellent *l'hospitality management* : les supporters sont tracés dans le stade grâce à l'accès gratuit au Wi-Fi, pour mieux les "guider" vers les toilettes où il n'y a pas de queue... et surtout vers les stands où il reste des hot-dogs. Comme toujours dans le domaine du marketing, les Etats-Unis ont une avance certaine sur les européens, et de nombreux stades sont déjà équipés de cette technologie.

Mais la France va bientôt pouvoir en profiter. Vincent-Baptiste Closon, directeur marketing de l'Olympique Lyonnais, s'en réjouit d'avance dans un interview à FrenchWeb : « *Le stade des Lumières – dont la livraison est prévue pour fin 2015/début 2016 – sera le premier en France à être équipé pour faire du marketing sportif à partir des données. 500 bornes Wi-Fi seront installées dans ce stade de 58000 places pour permettre jusqu'à 25000 connexions simultanées grâce à un partenariat technologique avec Orange. Des promotions individualisées seront envoyées sur les smartphones des supporters, ils pourront commander des maillots ou des sandwiches depuis leur place, revoir des buts à la demande pendant le match* ».⁴

Pour le moment cette technologie est encore chère, mais il est tout à fait envisageable qu'une multitude d'autres lieux puissent en être équipés dans un futur proche.

Tout comme le suivi des clics de l'internaute, le suivi physique du

² Cette technologie appelée MLA (Mobile Location Analytics) repose sur le fait que la plupart des gens portent un appareil mobile. Elle permet aux lieux tels que les aéroports, les magasins ou les hôtels de recevoir des signaux à partir d'appareils qui sont à l'intérieur de leur locaux ou à proximité. Si la connexion Wi-Fi ou Bluetooth de votre appareil est activée, celui-ci diffuse un numéro unique - appelée adresse MAC - qui peut être capté par un équipement Wi-Fi ou Bluetooth. Une adresse MAC est une chaîne de 12 caractères de lettres et de chiffres ; elle ne contient pas de renseignements personnels comme le nom, l'adresse, l'e-mail ou le numéro de téléphone, mais elle est unique. Cette adresse MAC est censée être brouillée par les entreprises d'analyses, pour garantir l'anonymat des données. Les magasins équipés de cette technologie sont appelés "smart stores" ou magasins intelligents.

³ Pour en savoir plus, voir l'article de Siraj Dattoo : « How tracking customer in-store will soon be the norm » (The Guardian - 10/01/2014)
⁴ Article d'Adeline Raynal *La data va-t-elle envahir les stades ?*, FrenchWeb 23 octobre 2014

consommateur est donc désormais exploitable à grande échelle.

Mais pour mieux prévoir le comportement du client, il reste à savoir *ce qu'il pense*. L'industrie du marketing y travaille depuis des années. Des entreprises comme Procter&Gamble ou Unilever au Etats-Unis ont mis au point des ordinateurs de simulation 3D, pour tester la mise en rayon de nouveaux produits couplée avec de l'eye-tracking. Cette technique, utilisée depuis le début des années 90, permet aux industriels de s'approcher au plus près de ce que les consommateurs testés pensent, et d'adapter le design de leurs produits en conséquence.

Cette technique, longtemps chère et complexe à mettre en œuvre, est aujourd'hui en passe de devenir abordable. Sur le salon Ceatec de Tokyo 2014, le japonais Fujitsu propose désormais de mesurer le parcours des yeux d'un client sans nécessairement l'équiper d'un dispositif dédié. Grâce à de petits capteurs intégrés aux rayons d'un magasin, il propose de calculer l'attention que portent les clients aux différents produits. Le suivi du regard des clients est modélisé sur des écrans qui affichent en quasi direct les "points chauds", correspondants aux endroits fixés le plus longtemps par les yeux : paquet vert ou paquet bleu, tête de gondole comme-ci ou comme-ça, les analystes et les marchands n'ont plus aucun doute sur vos préférences.



Avec la multiplication des capteurs et des objets connectés, les données n'émanent plus seulement de nos ordinateurs, mais de la vie "réelle". Après les téléphones portables, les GPS dans les voitures (bientôt obligatoires), les pass de transport, les cartes d'accès électroniques de toutes sortes, les cartes bancaires et autres applications smartphone, nos déplacements, nos regards, nos attirances et nos hésitations dans la vie "off-line" sont en train d'être convertis en données numériques.

Ces données, croisées avec celles émanant des puces RFID, permettent dès aujourd'hui des applications inédites. Les objets équipés de codes barres, les puces implantées sous la peau des animaux d'élevages ou de compagnie, les puces intégrées aux documents d'identité ou à toutes sortes de supports, dialoguent déjà avec d'énormes bases de données reliées au monde "online". Cette extension d'Internet à des choses et à des lieux du monde physique a un nom : *l'Internet des objets* (IdO), considéré comme la troisième évolution de l'Internet. Bienvenue dans le Web 3.0.

Le monde réel va bientôt ressembler au monde numérique, générant des milliards de données que des entreprises vont pouvoir s'échanger à prix d'or.

Mais ne vous inquiétez pas, vous pouvez désormais vous aussi participer à ce grand business du traquage généralisé : il vous suffit de monnayer vos données vous-mêmes ! La startup Datacoup propose ainsi de rémunérer les utilisateurs des réseaux sociaux en échange d'un accès libre à leurs profils sociaux (Facebook, Twitter...) et à

Quelques outils pour débiter dans l'autodéfense :

Guide d'autodéfense numérique
Tome 1 & Tome 2
<https://guide.boum.org>

Commission nationale de l'informatique et des libertés-
<http://www.cnil.fr/vos-droits/vos-traces/accessible/non/>

Electronic Frontier Foundation (EFF)
<https://www.eff.org>

Pour naviguer sur internet de façon anonyme, il existe le réseau décentralisé Tor :
<https://www.torproject.org>

Moteur de recherche alternatif à Google
<https://duckduckgo.com>

Pour bloquer les publicités sur votre navigateur :
<https://adblockplus.org/fr/>



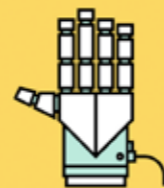
VIRTUAL REALITY



AR GLASSES



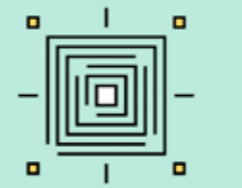
AUGMENTED REALITY



TRACKING DEVICES



EYETAP



TAGS & MARKERS



TELEPRESENCE

l'historique de leurs achats par carte bancaire. L'internaute peut sélectionner les données qu'il souhaite ou non communiquer. La rémunération est mensuelle et dépend du nombre de données échangées. Elle peut atteindre les 8\$ par mois. Et Datacoup ne s'arrêtera pas là : elle a déjà annoncé qu'elle allait diversifier les sources de données que les utilisateurs pourront lui vendre. Elle proposera bientôt d'acheter les données émanant de terminaux de tracking physiques tels le bracelet FitBit, une montre connectée de plus en plus utilisée par les sportifs professionnels ou amateurs, qui intègre un GPS, un podomètre, un accéléromètre, une estimation de la distance parcourue et du nombre de calories brûlées, ainsi qu'un cardiofréquence-mètre optique indiquant la fréquence cardiaque de l'utilisateur. Comme l'annonce fièrement Datacoup sur la page d'accueil de son site internet : « *Introducing the world's first personal data marketplace* » (Voici le premier marché des données personnelles dans le monde).

Ce nouveau marché ne manquera pas d'augmenter les appétits des entreprises de marketing qui déploieront à coup sûr de nouveaux trésors d'inventivité. Elles pourront par exemple utiliser les données de l'internaute pour mettre en avant des produits non seulement adaptés à ses goûts et à son niveau de vie, mais aussi à son état de santé, ou à tout un tas d'autres critères sélectionnés par les pro du marketing. Le libre choix orienté et la décision d'achat programmée par des algorithmes deviendront peut-être la règle dans l'avenir.

Ce marché consenti des données personnelles permettra en tout cas d'estimer la valeur que chacun de nous donne à sa confidentialité.



Des esprits grincheux s'alarment du total manque de contrôle de cette exploitation industrielle des données personnelles, notamment en ce qui concerne la protection de la vie privée.

Des associations de défense de la vie privée et certaines institutions publiques ne trouvent pas très fair-play que, dans la plupart des cas, nos données soient exploitées sans notre consentement. Mais elles craignent surtout

que les collectes des données non contrôlées ne soient utilisées pour discriminer les individus, et réduire leur liberté.

Les acteurs du marché justifient ce pompage industriel et non consenti par le fait que cette collecte est indispensable au fonctionnement et à l'amélioration des services qu'ils proposent. Ils se disent tous par ailleurs "très concernés" par la confidentialité des données et la vie privée de leurs clients, et promettent une anonymisation absolue des données récoltées. Tout est mis en œuvre, assurent-ils, pour effacer, brouiller, coder les données personnelles sensibles. Anonymisation très difficile à vérifier et, de l'avis de tous les spécialistes, très facile à détourner : un très grand nombre de données apparemment anonymes peuvent redevenir personnelles après traitement. C'est ce qu'on appelle la ré-identification.

Comme le précise un rapport du Sénat d'avril 2014 : « *L'historique de recherche d'un individu est très identifiant : beaucoup de recherches portent sur des services offerts à proximité, ce qui permet, par recoupement, d'approcher l'adresse possible de l'intéressé. Les choix de recherche fournissent aussi des informations sur l'âge, la profession, les goûts ou préférences d'une personne : tous éléments indirectement identifiants.* » Le représentant de l'institut national de la recherche en informatique et en automatique (INRIA), Claude Kirchner, a été très clair lors de son audition au Sénat : « *aucune technique d'anonymisation n'est en théorie infaillible* ».

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que vos données soient ré-identifiées pour vous définir en tant qu'individu. Si l'on connaît votre âge, le lieu où vous habitez, votre salaire, vos goûts, vos soucis de santé, et vos choix politiques, est-il besoin de connaître votre nom ? »

Des lois de protection des données existent. Mais les sociétés qui stockent et vendent les informations vous concernant opèrent souvent sur plusieurs continents et sont soumises à de multiples juridictions. Les Etats-Unis par exemple ne disposent pas d'une autorité indépendante dédiée à la protection des données et privilégie la régulation volontaire ou la régulation contractuelle. Les consommateurs mécontents attaquent les sociétés en recourant à des class actions⁵. En Europe la loi est plus stricte et la collecte des données personnelles ne peut se faire, en théorie, que sous certaines conditions et avec un but légitime. La France a créé dès 1978, la CNIL (La Commission nationale de l'informatique et des libertés) qui encadre de façon encore plus strictes l'utilisation de ces éléments. En 2011 elle a condamné Google à une amende de 100.000 euros au sujet de la collecte massive de données réalisées par ses *Google cars* photographiant les rues pour la fonction *Street View* de son *Google Maps*. En janvier 2014, à l'issue de près de deux années d'instruction concernant sa politique de confidentialité sur internet, elle sanctionnait à nouveau le géant américain à l'amende maximale de 150.000 euros. Mais ces sommes sont dérisoires pour un groupe qui réalise un chiffre d'affaires de 60 milliards de dollars par an, et Google continue de collecter des données comme elle l'entend...

Pour faire face à ce genre de problème, l'Europe a adopté en mars 2014 un nouveau règlement général sur la protection des données

⁵ Comme dans le cas du procès intenté à Google par Consumer Watchdog en 2013 : cette association de consommateurs accusait Google d'avoir pendant des années scanné les mails envoyés depuis des boîtes mails "non-Google" dans le but d'envoyer des publicités ciblées aux destinataires utilisateurs de Gmail. Au cours de ce procès Google a admis que les personnes qui envoient un mail à un des 425 million utilisateurs de Gmail ne peuvent pas avoir "l'espérance raisonnable" que leurs communications restent confidentielles.

(GDPR). L'idée est d'étendre systématiquement les contrôles aux entreprises étrangères qui traitent les informations personnelles de citoyens de l'Union européenne. Avec des pénalités dissuasives de l'ordre de 2 % du chiffre d'affaires. Mais les lobbies et les armadas de juristes payés par les sociétés qui collectent ou traitent les données sont puissants, et les moyens mis à disposition des régulateurs encore très insuffisants.

Pour le moment, des promesses sont faites aux autorités, des codes de bonnes conduites sont adoptés, des textes d'information sont affichés sur les sites internet ou dans les magasins.

Ces mesures ne suffisent pas à calmer les inquiétudes des associations de défense de la vie privée — que d'aucuns jugent quelque peu paranoïaques — qui continuent de clamer qu'on pourrait s'y prendre autrement, et prétendent même qu'on pourrait purement et simplement interdire la collecte de certaines données. Qu'on pourrait contraindre les sociétés, aussi puissantes soient-elles, à organiser leur traçabilité, au même titre que la traçabilité alimentaire. Qu'on pourrait aider massivement les développeurs de services non surveillés. Qu'on pourrait concilier navigation sur internet et protection de la vie privée en mettant les intelligences aujourd'hui au service du marketing, au service de la sauvegarde de la vie privée des individus. Ils s'entêtent à répéter qu'il suffirait de la volonté politique pour s'en donner les moyens.

On pourrait. Mais on ne le fera pas.

Les énormes quantités de données personnelles, les Big Data, sont devenues le carburant d'une industrie florissante, pourvoyeuse d'emplois et d'applications extraordinaires dans tous les champs de l'économie. Les sciences dures comme les sciences sociales sont en train de mettre au point des applications des Big Data dans tous les domaines. Génétique, astronomie, gestion des routes et des hôpitaux, enseignement, police, fonctionnent déjà grâce à l'exploitation de montagnes de données. Et ce n'est que le début. Il a été estimé que 90% des données jamais générées dans le monde ont été créées au cours des deux dernières années.

« *Data is the new oil* » (Les données sont un nouveau pétrole) déclarait en 2006 Clive Humby, mathématicien et créateur de la Clubcard de Tesco. Cette célèbre carte de fidélité a permis à ce géant anglais de la grande distribution, de récolter 40 téraoctets de données sur les habitudes de consommation de ces clients. Données revendues en partie à des entreprises comme Procter&Gamble, Orange ou Coca-Cola. Quand il fait référence au pétrole, Clive Humby sait de quoi il parle : pour exploiter les données récoltées par son invention il a créé une entreprise "d'extraction de données" qui l'a fait devenir multimillionnaire en 15 ans.

Les Etats eux-même ont bien compris qu'une 4ème révolution industrielle est en marche. En 2012 l'administration Obama a annoncé la création d'une agence baptisée *Initiative de recherche et de développement Big Data* afin d'encourager les progrès dans l'analyse et la collecte de données complexes. « *Cette initiative promet d'aider à accélérer le rythme des découvertes en sciences et en ingénierie, de renforcer notre sécurité nationale, et de transformer l'enseignement et l'apprentissage.* » Sur le site internet de la Maison Blanche, le titre de la page annonçant la création de cette agence est on ne peut plus clair : « *Big Data is a Big Deal* » (Les Données de Masse sont une Grosse affaire).



Que pèsent les demandes de confidentialité et de protection de la vie privée face aux énormes bénéfices que génèrent et génèreront de plus en plus l'exploitation des Big Data ?

Jusqu'ici, pas grand chose.

D'autant que les entreprises qui collectent nos données ont un autre avantage non négligeable : elles peuvent fournir toutes leurs récoltes aux agences gouvernementales comme la NSA et la DCRI.

L'Etat s'en sert pour assurer notre sécurité et nous protéger. Il peut aussi s'en servir pour se protéger. Ou pour réprimer l'opposition et imposer l'obéissance. Comme le dit Glenn Grenwald, le risque est là : « *d'engendrer "une arme d'intrusion étatique" la plus extrême et la plus répressive qu'on ait jamais connue.* »⁶



Les Big Data, comme le pétrole en son temps, sont en train de bouleverser notre rapport au monde. Et comme pour le pétrole, leur utilisation massive ne sera pas sans conséquences. Nous mesurons aujourd'hui les dégâts du "tout pétrole" sur notre environnement et notre santé. Les dégâts potentiels de l'exploitation non contrôlée des Big Data seront d'un autre ordre. Il ne serait pas inutile de les anticiper et d'ouvrir un débat qui, pour le moment, est laissé aux mains des scientifiques et des commerçants. Qui ne mettent pas un grand empressement à partager leurs connaissances.

Jusqu'ici, seules quelques voix s'élèvent pendant que les serveurs se remplissent.

Il serait temps que nous, utilisateurs forcés ou occasionnels d'ordinateurs, téléphones et autres engins connectés, qui nous laissons agréablement bercer depuis des années par les mirifiques apports de la technique, sortions de notre passivité pour combattre les dangers que cette même technique au mains du marché et des Etats nous fait courir à tous.

Anne Merlieux
Fédération Anarchiste
Groupe Kropotkine

⁶ *Nulle part où se cacher*, Editions JC Lattès 2014. Glenn Greenwald est le journaliste qui a publié les révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance de masse des citoyens, entreprises et États du monde entier par la NSA.



La peur

Une grosse entreprise qui ne connaît pas la crise

Il y a une vingtaine d'années, on a vu disparaître peu à peu les concierges, remplacées par des digicodes. Un progrès ? Les digicodes, c'est vrai, n'épient pas vos allées et retours : ils se contentent d'en garder la trace. Les digicodes par ailleurs, ne distribuent pas le courrier et n'arrosent pas les fleurs. Plus tard, ils furent "perfectionnés", grâce à la caméra filmant celui qui sonne, à la porte. Ils n'arrosent toujours pas les fleurs, mais offrent pour pas cher une vidéosurveillance domestique tout à fait adaptée aux pulsions voyeuristes qui nous habitent. Combien de leurs propriétaires, en l'absence de visite, jettent un œil sur la rue, guettent le voisin qui rentre bourré, seul ou accompagné ? Les voyeurs, bien entendu, sont également épiés. Ils préfèrent faire comme si ils l'ignoraient, comme ils appellent Smartphone et qu'ils emmènent partout est le parfait petit espion enregistrant, en silence, déplacements, téléchargements, appels, connexions diverses. Pendant que leur carte de paiement sème les traces de leurs achats, retraits, passage en pharmacie, chez le médecin, au peep show ou dans un hôtel, leur ordinateur personnel, via les moteurs

Criminalité, arnaques, pédophilie et terrorisme justifie le fichage exhaustif de l'humanité toute entière

de recherche, les multiples réseaux sociaux, les sites visités, les requêtes, esquissent d'eux un portrait aussi vrai que nature. Il en sait davantage que le sujet lui-même sur ses habitudes, ses goûts, ses travers, ses qualités, ses centres d'intérêt, ses options politiques, ses relations : sa vie.

Pourquoi conserver ces données ? A des fins commerciales bien sûr, cela est connu. Mais aussi, et peut-être surtout, à des fins de contrôle. Sous prétexte de lutter – dans le désordre – contre la cybercriminalité, les arnaques, la pédophilie, le terrorisme, c'est à un fichage exhaustif de la population mondiale que se livrent les états, secondés en cela par des firmes qui, du moment qu'on les autorise à continuer d'engranger d'énormes profits planétaires, collaborent activement avec les cyberpoliciers. Bien évidemment, le développement de ces superstructures orwelliennes a un coût. Et, en conséquence, génère des bénéfices dont on n'a pas idée. Le super-marché de la surveillance permanente et généralisée ne tourne pas encore à plein, mais le retour sur investissement est d'ores-et-déjà assuré.

Néanmoins, pour être rentable, pour que le contrôle puisse s'étendre à tous les niveaux de nos vies publiques et privées, il convient de s'assurer le soutien des populations, leur consentement, même silencieux. Dans cette perspective, la peur est un pivot dont on ne saurait se priver. Médias et personnel politique seront mis à contribution : il faut nourrir cette peur, l'entretenir par le fait divers, l'étude sociologique, l'essai, le mot-valise ("guerre des civilisations", "banlieues islamisées", "délinquance en forte hausse", "échec de l'intégration", "mafia rom"...). Le quidam, saisi d'effroi, sacrifie alors, sans regrets, ce qui lui restait de droits et de libertés individuelles et se fait le complice de ceux

qui lui promettent une si précieuse sécurité. Peu importe qu'on ne puisse plus promener son chien sans être immédiatement pisté par une batterie de caméras, si en échange on est tranquille. Car, plutôt qu'à la sécurité, c'est bien à la tranquillité qu'aspire monsieur tout-le-monde.

Cette tranquillité n'a pas de prix, dans les deux sens du terme. Coût moyen d'une caméra de vidéosurveillance, selon la Cour des Comptes : 36 600 euros, sans compter la maintenance, le salaire du clampin payé pour dormir devant l'écran, et autres frais afférents.

On n'ose dès lors imaginer le prix de revient d'un système tel que celui mis en place dans certaines stations, comme Châtelet-les-Halles, à Paris : 350 caméras dites "intelligentes", le tout piloté par un logiciel repérant pas loin de 20 comportements jugés inopportuns et dignes d'intérêt. La caméra zoomera automatiquement sur l'individu statique, sur le moindre attroupement, sur le voyageur qui aura l'audace de courir ou sur celui qui, sur le quai, aura laissé passer deux rames sans monter dans aucune. Une fois le visage du "déviant" clairement identifié, l'image ira se promener dans diverses banques de données, parce qu'« on ne sait jamais ». Derrière les écrans de contrôle, les membres du GPSR (la milice de la RATP) côtoient les ingénieurs de l'entreprise privée développant ce système qui procèdent in vivo à quelques ajustements avant de généraliser la vente du système aux villes, aux lieux publics, à l'éducation nationale, aux administrations, aux banques...

Les outils du contrôle social sont désormais si bien intégrés dans le paysage urbain qu'il n'est même plus besoin de les dissimuler.

Sur le réseau de la RATP toujours, de même que dans les gares, de gros caissons métalliques enfermant les caméras se sont substitués aux petites caméras discrètes, planquées derrière le poteau. Elles sont désormais bien visibles, depuis que la Régie s'est aperçue que leur présence rassurait le passant plutôt qu'elle ne l'agaçait. Tout est là : dans la rassurance. Et puis, n'est-ce pas, « moi je n'ai rien à me reprocher, donc... » Donc je ne vois aucun inconvénient à être sans cesse scruté par les forces de police, à donner mon ADN pour peu qu'on me le demande gentiment.

Tous fichiers confondus (on en dénombre une cinquantaine !), 13 millions de personnes seraient mises en fiche, en France. La « surveillance générale de la population, vigilance muette, mystérieuse, inaperçue » que Michel Foucault dénonçait s'est donc largement amplifiée, sans rencontrer de réelles résistances de la part des citoyens, et au grand bénéfice des sociétés spécialisées, qui voient leur chiffre d'affaires gonfler au point d'en devenir suspect, au point que, désormais, ces chiffres-là sont protégés comme autant de secrets d'état, difficiles à se procurer.

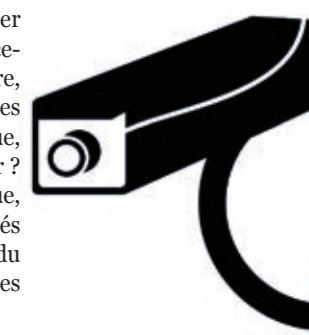
Le business de la peur va bon train, engloutissant des sommes se comptant en dizaines de millions d'euros, avalant des pans entiers du budget de l'armée, de la police, du ministère de la justice, endettant des communes dont les élus savent parfaitement qu'en période électorale, la mise en service de caméras rapportent davantage de voix que l'ouverture d'une crèche : les vieux tremblent pour leur pavillon, mais n'ont pas besoin de crèche... Ce dont ils ont besoin : d'une armée de vigiles (l'argent tombe par liasses dans les poches des patrons des "agences de sécurité"), suppléants d'une police municipale armée de préférence, puisque « on n'a rien à se reprocher ».

Ainsi se reproduit, s'élargit et s'étend le contrôle social : sur la base d'un consentement collectif, grâce aux évolutions technologiques et aux capacités de stockage

Sur la base du consentement collectif, l'idéologie sécuritaire envahit l'espace public et la sphère du privé.

quasiment infinies, l'idéologie sécuritaire envahit l'espace public et la sphère du privé, s'imisce partout, avec notre accord. De la webcam surveillant en douce la femme de ménage qui s'affaire dans votre salon pendant que vous êtes au bureau, jusqu'aux drones dont l'usage privé est appelé à se développer, tout un panel d'appareils sophistiqués sont désormais à portée de bourse du quidam. Lequel quidam s'étonne encore qu'une directrice de crèche refuse l'installation d'une poignée de webcams. Ce serait tellement "chou" de pouvoir jeter un œil sur notre cher bambin, depuis notre ordinateur. Ce serait surtout tellement "rassurant" de surveiller, en direct, le personnel de la crèche. D'une année sur l'autre, la CNIL (cette digue en carton censée stopper la déferlante des abus liés à l'outil informatique) note le doublement des plaintes pour agissements illicites de la part des employeurs. Cela va de l'utilisation des incontournables webcams filmant les vestiaires, les toilettes, à l'ouverture de boîtes mail qui, pour être destinées à l'usage professionnel, n'en demeurent pas moins privées. Fut un temps où, lors de manifs ou d'opérations militantes, on nous conseillait fortement d'éteindre nos portables. Puis la recommandation fut d'enlever les batteries : las ! Des systèmes policiers permettent désormais d'activer à distance des portables même dénués de batterie, et de les transformer en micros, en mouchard très discrets. Un bon spécialiste de la téléphonie mobile peut, sans trop de difficultés, retracer le parcours du propriétaire d'un portable celui-ci fut-il éteint, ou non alimenté. Que dire, dès lors, des Smartphones que nous sommes contraints de déposer lors d'une garde-à-vue, et qu'un flic de base s'empressera de visiter ? J'ai assisté, une fois, à une scène comique, où deux gardés à vue fraîchement relâchés étaient revenus se plaindre au comptoir du commissariat : les flics avaient intervertis les cartes SIM...

On a vu que l'industrie de la peur ne peut fonctionner correctement et refourguer ses matériels qu'à condition qu'un consentement





le plus large possible soit partagé par toutes les couches de la société, du chômeur acceptant d'être contrôlé (le fraudeur, c'est toujours l'autre) au patron du CAC40 trouvant bien naturel qu'on fouille les ordinateurs de qui s'oppose à ses projets, entreprise concurrente, syndicaliste, militant écolo...

Mais pour que la peur s'insinue en profondeur dans l'imaginaire collectif, outre les médias et leurs pelletées de faits divers, outre les élus, leurs affidés, devenus fervents lobbyistes, il lui faut s'appuyer sur quelques sommités, personnalités reconnues, idéologues impénitents louant cher leurs services auprès des entreprises vendant de la sécurité.

L'exemple le plus parlant en la matière reste Alain Bauer, criminologue réputé, auteur d'ouvrages certes critiqués, mais faisant référence en matière de fantasmes sécuritaires. Un temps titulaire de la chaire de criminologie au Conservatoire National des Arts et Métiers, conseiller de Sarkozy du temps de son quinquennat et proche de Manuel Valls, ce personnage évoluant dans une sorte de clair-obscur savamment orchestré a notamment signé « *la guerre ne fait que commencer* ». Dans cet ouvrage, Bauer décrit les banlieues comme des « zones de non-droit inaccessibles aux forces de l'ordre et grouillant d'armes de guerre », sorte de bases arrière à partir desquelles « assurer la logistique d'un réseau terroriste est stricto sensu un jeu d'enfant ». Le livre date de janvier 2002 (surfant en cela sur l'effet 11 septembre 2001, mais sans doute n'est-ce qu'un hasard ?). Il préfigure cependant, avec douze ans d'avance, l'arrivée dans l'arène d'un Eric Zemmour pour qui « *le multiculturalisme, c'est la guerre* », et la Seine-Saint-Denis un faubourg de Bagdad, un territoire islamisé au cœur même de la république.

Guerre de là-bas, guerre d'ici : l'essentiel

n'est pas qu'elle ait réellement lieu, l'essentiel est de l'annoncer. D'alimenter l'imaginaire d'une guerre qui « *ne fait que commencer* », et qui donc n'est pas perdue, mais pas encore gagnée. Il est dès lors urgent de s'armer, ça tombe bien : ses activités de penseur et de criminologue émérite ont tout de même laissé le temps à Alain Bauer de présider aux destinées de AB conseils, « *société de conseil en sécurité et gestion de crises, analyse de la délinquance et audit de sûreté* », comme le déclare, bravache, la page d'accueil de son site. Selon la page en question, AB conseils serait « *au service des entreprises et des Etats* ». Le lien est ici établi, et clairement revendiqué, entre action publique et privée, entre champ politique et champ économique.

Au final, qu'on vende nos produits, notre ingénierie et nos drones aux conseils d'administration des grandes entreprises ou aux gouvernements, dictatures y compris, cela revient au même : peu importe le client, ces produits-ci sont identiques, et nous sommes là pour les vendre. Puis, de la guerre économique aux guerres moyen-orientales, en passant par la guerre qui sourd dans nos banlieues, n'est-ce pas, au final, les mêmes stratégies qu'il conviendrait de mettre en place ? Ici ou là, il nous faut lever des armées, et leur fournir des armes. Aussi est-ce le même drone, vendu par la même société, qui survolera Gaza durant les opérations de Tsahal et surveillera les éventuels émeutiers des cités de Seine-Saint-Denis et d'ailleurs. Dans la gamme inférieure, la version allégée du drone renseignera sur l'état du trafic autoroutier, et au retour en profitera pour filmer le campement Rom installé en bordure, afin de rentabiliser le vol. Ces images, transmises pour une part au PC de la sécurité routière, pour la part restante au PC départemental de la gendarmerie, permettront de décider l'envoi de déneigeuses dans un cas, dans l'autre de "troupes au sol" en vue d'une expulsion. A l'autre bout de la chaîne, la bande à Bauer¹ encaisse, sans état d'âme, les chèques.

Plus se profile à l'horizon la société « parfaite », ultrasécurisée que les apeurés que nous sommes appellent de leurs vœux, plus notre environnement immédiat prend des allures de logiciel dont nous acceptons, sans les lire, les « conditions générales d'utilisation ». C'est cela, ou bien ne plus pouvoir accéder à cet univers pensé selon des modèles que même Huxley et Philip K. Dick réunis n'auraient osé imaginer. Sous les tropiques et dans la rue juste à côté, c'est la guerre, la même. Vous ne l'aviez pas remarqué? Ce que vos yeux

¹ « la bande à Bauer » est le titre d'un article de Laurent Bonelli, paru dans *Le Monde Diplomatique* en mai 2011.

refusent de voir, nous vous le hurlerons à l'oreille, à vous en vriller les neurones.

C'est la guerre, on vous dit. Dès lors, tout est simple. Il suffit de choisir son camp. Il suffit d'acheter des armes. Quel que soit le camp choisi, noir ou blanc, jaune ou rouge, contre monnaie sonnante, quand bien même vous trébucheriez, la bande à Bauer saura vous prodiguer avis, analyses, recommandations, et vous repartirez avec, sous le bras, son catalogue automne-hiver d'armes de poing, de taser personnalisables, de matraques électriques, de chars d'assaut spécial défense de ma maison, mon jardin, mes nains. Quoi, certains d'entre vous prendraient encore le métro sans avoir revêtu un de nos gilets pare-balles ? Les inconscients, ils n'ont pas peur ? Ils devraient. Car dans le monde où nous vivons la peur est bonne conseillère, et la meilleure des VRP qu'on puisse imaginer.

Jean M.
Paimpol





Le temps de l'enfant n'est pas à vendre !

Certains d'entre vous se souviennent peut-être de la publicité de cette compagnie d'assurance où l'on voyait défiler une vie entière en quelques secondes entraînée par la merveilleuse valse de Chostakovitch. Insupportable, pour beaucoup. Lorsque la vie est décrite comme une succession d'événements, le résultat est là, il suffit de quelques secondes pour la voir se dérouler.

Les événements se créent, se vivent et se partagent et heureusement pour nous ne se réduisent pas à leur simple succession !

Notre société nous entraîne d'activité en activité dite "éducative", "culturelle", "sportive", ce sont de véritables compléments de temps de travail bien intégrés au système économique global. Un tout "actif" indissociable, gage de notre bonne intégration, voire de notre bonne "citoyenneté".

Les plages de temps vides n'ont de valeur que parce qu'elles peuvent se remplir d'activités. Ce sont des "temps-objets", des espaces potentiels de consommation. La rêverie, le "je n'ai rien à faire", sont suspects, "perdre son temps" est immoral : un espace de délinquance sans aucun doute ! Le temps de la mise en question du monde et de soi-même est dangereux, c'est la porte ouverte à la liberté de penser, à l'utopie, à la création et donc à l'indocilité, à la désobéissance, à l'incroyance...

Il faut donc commencer très tôt et mettre l'enfant dans l'activité permanente.

Pour certains parents, charger leurs enfants d'activités, c'est vouloir les propulser sur la voie rapide de la réussite sociale. C'est croire qu'ils pourront ainsi distancer leurs camarades dès la maternelle et être les meilleurs dans de nombreux domaines. Tout jeu est alors structuré, organisé et porteur d'objectifs "éducatifs", "culturels", "sportifs" et ne permet pas d'expérimenter le monde. L'enfant n'a plus de temps libre. Le cours de danse, la leçon de piano, la pratique du foot, ce n'est pas du temps libre : celui que l'enfant utilise pour creuser la terre à la recherche de vers, pour courir après un papillon, pour jouer dans sa chambre, pour construire des

châteaux, pour chahuter avec d'autres ou pour regarder tout simplement par la fenêtre... Ces temps de "paresse" sont des temps essentiels où l'imaginaire se construit, il est donc indispensable de s'ennuyer.

Tout le temps et partout, il faut faire vite, être le plus rapide ! La pendule n'égrène plus le temps, elle le chronomètre. « Courir après le temps », « le temps c'est de l'argent », « pas de temps mort » ! La rapidité est devenue la qualité essentielle de notre société dite postmoderne.

Et pourtant, pour ne prendre qu'un seul exemple : la justice rapide est une justice injuste. Ne parle-t-on pas d'ailleurs de "justice expéditive" ? Condamner sur des faits sans prendre en compte la personne et son histoire, c'est à coup sûr plus rapide et va dans le sens de l'opinion publique, le fameux "bon sens populaire". La "comparution immédiate" s'émancipe ainsi du temps d'instruction et de délibération.

Et l'éducation ?

L'éducation n'échappe pas à ce vertige de la vitesse. Elle légifère, elle programme, elle décrète, le plus rapidement possible, car une mandature, un ministère, une présidence ça ne dure pas et qu'importe le temps dont a besoin l'éducation !

Dans la succession des réformes, 2008 est une année charnière pour comprendre ce que l'enfant vit en 2014. Cette année-là, Xavier Darcos, le ministre de l'éducation nationale supprime le samedi matin et impose la semaine de quatre jours, avec il faut le dire peu de contestation. Cette nouvelle semaine répond tout simplement un peu plus au temps organisé par le système économique, elle aligne le temps scolaire sur le temps de travail des parents.

En 2011, la conclusion du rapport de la grande consultation du ministre Luc Chatel est consensuelle : la semaine de quatre jours est néfaste pour l'enfant (rythme et apprentissages).

En 2013, fort de ce constat, c'est le retour de la semaine à quatre jours et demi, mais avec le mercredi matin, le samedi matin étant une exception. La réforme des rythmes portée par Vincent Peillon se centre sur la semaine scolaire. Lorsqu'on sait que la plupart des enfants passent 45 heures par semaine en dehors de leur famille, il aurait été pourtant essentiel de considérer le temps éducatif de l'enfant dans sa globalité.

L'enfer est pavé de bonnes intentions

Deux éléments de la réforme des rythmes auraient pu servir de levier à l'ouverture de l'école sur les autres temps éducatifs : l'heure d'activité pédagogique complémentaire (APC) effectuée par l'enseignant en effectif réduit (en plus des 24 heures d'enseignement) et les trois heures de temps d'activités périscolaires (TAP).

Au début du projet, ces TAP étaient prévus pour tous les élèves et gratuits. Mais au fur et à mesure des réticences et négociations, ils sont devenus facultatifs et sur inscription et quant à la gratuité, elle est laissée au bon vouloir politique ou pouvoir financier des municipalités. L'école s'est de nouveau refermée sur elle-même et laisse les collectivités locales responsables de ces activités périscolaires. Un fonds d'amorçage est

prévu par l'État jusqu'en 2016, mais les difficultés budgétaires et la réforme territoriale avec des compétences nationales cédées aux régions risquent de malmener de plus en plus le service public d'éducation sur le territoire.

Dorénavant, il faut évaluer la performance des services publics, c'est-à-dire renforcer la qualité et dans le même temps réduire les coûts. Une véritable aporie ! Lorsqu'on s'interroge sur les coûts, on se désintéresse du sujet de l'action commune, de l'engagement humain et la recherche de la qualité s'éloigne...

Le concept de "service au public" entendu ces derniers temps permettrait la délégation de certaines missions du service public (national comme territorial), un glissement insidieux entre secteur public et secteur privé.

Quand ce transfert s'adresse aux associations complémentaires des ministères de l'éducation nationale ou de la jeunesse, la recherche lucrative n'étant pas leur but, on pourrait être rassuré. Sauf que pour obtenir le "marché", elles proposent des prestations moins coûteuses souvent au détriment de leur qualité. Cette entrée dans la concurrence économique change les projets associatifs qui s'adaptent aux objectifs budgétaires. Petit à petit apparaît une nouvelle forme d'association : "l'association-entreprise". Seules celles aux gros budgets pourront répondre à ces appels d'offres et changer de nature. Les petites quant à elles, sont appelées à disparaître avec cette inquiétude : que deviendra la France sans les milliers d'associations qui œuvrent au quotidien sur le territoire et qui créent le lien social ?

Dans ce foisonnement de concurrences territoriales, il y a également des entreprises, des vraies, qui se lèchent les babines. Leurs projets sont simples et loin de l'intérêt général : recherche de bénéfices et de dividendes pour leurs actionnaires.

La souffrance scolaire des enfants, l'anxiété et le désarroi des parents alimentés par les insuffisances de l'école publique offrent des marchés juteux et les arguments de vente ne manquent pas : redonner confiance, personnaliser l'enseignement, lutter contre les mauvaises notes, empêcher le redoublement, aider aux devoirs à la maison, préparer les examens, faciliter l'accès aux filières prestigieuses, peser sur l'orientation...





Ces entreprises¹ explosent sur le marché et s'affichent partout : soutien scolaire, cours particuliers, initiation linguistique, etc. Sans oublier la multitude de petites structures et les cours particuliers souvent payés au noir.

Les déductions fiscales ont été un véritable cadeau pour ces entreprises parascolaires et pour les familles aisées. Mais impossible pour les familles modestes de s'offrir ces cours, car elles doivent attendre un an pour récupérer le crédit d'impôt.

Dans ce marché éducatif en expansion, les entreprises n'oublient pas les activités hors scolaires pour répondre aux parents en recherche d'activités culturelles et éducatives, pour améliorer la réussite de leurs enfants à condition d'avoir les moyens de payer. Ces familles peuvent éviter ainsi les activités périscolaires gratuites, ou peu onéreuses, des collectivités locales ou des associations qui s'adressent aux enfants des familles populaires...

Et l'enfant dans tout ça ?

En 2014, la journée scolaire reste surchargée, surtout pour les enfants "essoufflés", les "en difficulté" qui subissent une heure de soutien supplémentaire, sans parler des devoirs du soir !

L'école ignore toujours les autres temps éducatifs qui vivent dans son espace ou autour d'elle : les garderies, l'interclasse du midi, le centre de loisirs. Tous ces temps se suivent sans se regarder et souvent s'opposent dans leur organisation et dans les

valeurs et principes autour desquels ils se construisent. Le mieux n'est pas toujours à l'école, le pire n'est pas toujours dans la structure d'accueil ou de loisirs.

Beaucoup s'inquiètent du nouveau temps périscolaire, de la qualité des propositions éducatives et des méthodes pédagogiques, ainsi que de la formation des animateurs. C'est une excellente chose. Il faudrait aussi s'inquiéter du contenu des heures de classe, des méthodes pédagogiques et de la formation des enseignants.

Beaucoup s'inquiètent également du long temps passé en collectif par les enfants. C'est une réalité, mais réforme ou pas, ce temps ne change pas quantitativement. Comment pourrait-il diminuer ? Arrêter de travailler pour les mères (ou les pères) ? Donner aux familles les moyens de s'offrir des éducateurs à domicile ? Diminuer le temps de travail ? Engager une révolution économique ?

L'heure d'activité pédagogique complémentaire est surtout utilisée pour le soutien ou les devoirs, elle aurait pu être pensée et travaillée dans une véritable implication des personnes dans des projets coopératifs, dans un partenariat entre animateurs, éducateurs et équipes enseignantes. Et ainsi éviter la tentation du partage du temps : les savoirs fondamentaux d'un côté et les savoirs artistiques, sportifs... de l'autre. Mais là, je rêve.

L'enfant comme "objet" de l'école, des parents et des marchés spécifiques est bien au centre des attentions, mais l'enfant comme "sujet" et être unique en construction est loin d'être au cœur des réflexions sur les temps et les espaces accordés !

Catherine Chabrun
militante pédagogie Freinet

127.280 €

ART CONTEMPORAIN : TOUT EST A VENDRE!

1 L'art bénéficie de jugements positifs, on le célèbre et le pratique pour sa gratuité, sa générosité et sa spiritualité, c'est un supplément d'âme. Les musées n'ont jamais connu autant de visiteurs de par le monde et on en construit sans cesse. Pourtant l'œuvre d'art est devenue une marchandise commune et l'artiste un travailleur comme un autre. Le capitalisme a désacralisé l'art, il y a eu une perte de "l'aura" comme l'a montré Walter Benjamin. De noble, l'art est devenu bourgeois. Il était au service des princes et de l'église, le voici aux mains de la bourgeoisie pseudo-démocratique. Cela était nécessaire, c'est le sens de l'Histoire dirait un marxiste mais actuellement nous sommes en pleine crise de sens. Il faut envisager et considérer l'économie de l'art au sens large, dans sa totalité, c'est à dire prendre en compte aussi bien l'achat de pincesaux par un artiste amateur dans une grande surface que les records de vente aux enchères des grandes maisons. L'art n'est pas autonome et fait partie du commerce mondial. En France comme dans bien d'autres pays, c'est un enchevêtrement inextricable entre le privé et le public, typique de notre époque, l'économie de l'art est mixte. Ce système machiste et élitiste formate les œuvres et le travail des jeunes artistes. Il faut plaire aux marchands pour manger, pour cela produire aux normes actuelles et, pour digérer sa soumission, être cynique. L'art contemporain est tout sauf scandaleux, c'est un art pompier.

¹ Acadomia, Complétude, Cours Legendre, Anacours... pour ne citer que les principales.

3 On pourrait laisser les collectionneurs jouer entre eux et ne pas s'en occuper mais c'est notre travail, notre corps et notre cerveau qu'ils exploitent et dont ils se gavent. Sociologiquement ce sont plus souvent des gens dont la richesse est financière (banquiers) plutôt qu'industrielle mais cette tendance s'efface. Les musées organisent de plus en plus des expositions de collections célèbres. On dit d'ailleurs la collection Untel pour désigner un ensemble d'œuvres et certaines collections ont marqué l'histoire de l'art, chacune dans sa spécialité. Les riches collectionneurs créent souvent des fondations et ouvrent des musées privés pour exposer leurs conquêtes. La bourgeoisie, dans ses principes de base, méprise l'art mais elle a compris qu'en le transformant en marchandise on pourrait en faire un business juteux et ainsi le priver de sa charge subversive. Dans la presse française, on loue souvent le courage et les risques pris par tel collectionneur (souvent Pinaut). C'est totalement faux ! Ils ne prennent aucun risque, ce sont toujours des investissements sûrs, à la mode, cautionnés et validés par l'art public : musées, Frac, critiques, commissaires d'expositions, etc. Et ils ne se contentent pas d'acheter, ils revendent aussi, avec, au passage, une jolie plus-value à empocher. Les grands collectionneurs emploient des experts à leur service qui arpentent les foires, les galeries et les catalogues pour repérer un investissement intéressant mais aussi une nuée d'avocats pour défiscaliser au maximum leurs transactions et leur patrimoine.

2 A la lecture des journaux, nous sommes régulièrement choqué(e)s par des records de vente : des millions et des millions de dollars pour un Van Gogh ou un Picasso (tous les deux sont des champions réguliers), tant pour un meuble victorien ou pour un masque africain, ce sont des sommes qui nous dépassent. Actuellement, il existe trois grandes maisons de vente aux enchères: Sotheby's, Christie's possédée par François Pinaut depuis 1998 et, loin derrière, Phillips achetée par Bernard Arnault en 1999 et depuis rachetée par un groupe russe. La capitale des ventes est New-York, suivent Londres et Paris. Les maisons de vente communiquent tout azimut et engagent des critiques et des historiens de l'art pour cautionner et valoriser les objets et les œuvres vendues. Les catalogues des grandes ventes sont devenus incontournables pour les chercheurs. D'ailleurs, la tendance est de plus en plus aux ventes d'une collection, d'un ensemble homogène, les objets et peintures d'André Breton ou les robes de Lady Diana par exemple. Les maisons de vente veulent créer des événements, des fêtes pour riches, relayées par les magazines spécialisés, comme, par exemple, Connaissance des Arts, possédée par... Arnault. Régulièrement sont dénoncées la fausseté de certaines œuvres et l'origine douteuse de certains objets. Des Corot, des Van Gogh, des Rembrandt, des Dali, etc, faux circulent. Et puis comment prouver qu'une montre appartenait bien à Marylin Monroe sinon par l'expertise d'un spécialiste. Les riches jouent ensemble dans les ventes. Les musées, souvent via les très bourgeoises associations des amis du musée, enchérissent aussi et acquièrent des œuvres.

4 Depuis le 19ème français, un des éléments centraux de l'art ce sont les galeries. Elles sont censées repérer des forces vives, des choses nouvelles et de les commercialiser auprès des riches amateurs d'art. Il y a une quantité effrayante de galeries au mauvais goût assumé, toujours les mêmes peintures-peinturlures, toujours les mêmes Mickey... Elles ont bien sûr chacune leur spécialité et seule une dizaine à Paris, avec des bureaux et annexes à New-York, ont un réel impact sur le marché de l'art contemporain. Les grandes galeries du monde entier se retrouvent lors des foires internationales comme la FIAC à Paris. Les galeristes sont des prescripteurs importants du goût de l'argent.

5 Dans la première moitié du 20ème siècle, la France et ses institutions sont passées à côté de l'art moderne, elles n'ont pas acheté ce qui comptait. On se souvient, par exemple, du mal de l'état français à accepter et puis montrer le legs Caillebotte, surtout constitué d'impressionnistes. C'est en partie dû aux lenteurs françaises que les musées américains possèdent les plus belles pièces de l'art moderne. L'état avait ses peintres académiques, impitoyablement oubliés aujourd'hui, et tout allait pour le mieux. En 1982, sous Jack Lang, pour ne rien rater, sont créés les FRAC, Fonds Régional d'Art Contemporain. Ils sont chargés d'acheter et de montrer les travaux d'artistes jeunes et en devenir mais en réalité déjà repérés et installés. Ces institutions décentralisées ont plus ou moins des spécialités et engagent des commissaires, des philosophes, des critiques, des historiens, des guides ; tout un appareil administratif pour légitimer les achats et pour ainsi valider le bon art d'aujourd'hui. Cette lourde bureaucratie est l'ennemie de l'art vivant. Au final, pour le public ce sont des galeries comme les autres. Les FRAC ne sont que des collections publiques d'art contemporain. Avec les DRAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles, les FRAC sont un des maillons de l'économie de l'art et constituent une des manières dont l'état, via les régions (décentralisons !), subventionne l'art et donc les artistes. Le privé fraye constamment avec le public comme ces grandes expositions financées par des multinationales. Ces grandes entreprises sont des mécènes importants pour les musées publics. Elles peuvent financer par exemple des restaurations. C'est bon pour l'image, cela donne un cachet culturel très seyant. Pour revenir aux FRAC, aujourd'hui, on y trouve globalement les mêmes artistes que dans les galeries privées. Ce sont toujours les mêmes personnes, interchangeables, et surtout les mêmes œuvres.



6 Une des manières détournées dont l'état subventionne l'art contemporain, c'est le professorat dans les écoles des beaux-arts. En effet celles-ci ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale mais de celui de la culture et les professeurs engagé(e)s (souvent par copinage et piston) sont des artistes, des artistes moyens sinon ratés, c'est à dire qu'ils ne sont pas suffisamment connus pour vivre de leur art et donc les voilà vite fait intronisés professeurs avec, pour la plupart, un sens et une vocation pédagogiques qui font défaut. Étant eux-mêmes artistes contemporains, ils formatent les travaux des élèves en leur montrant, à leur propre exemple, ce qui marche actuellement. Et un élève ambitieux doit commencer à cultiver un réseau alors qu'il est encore à l'école. Dans les écoles des beaux-arts, on apprend, si on veut, des techniques particulières mais on apprend surtout à être un artiste contemporain et à y croire. Les élèves sont tous, à quelques exceptions près, des enfants de la bourgeoisie libérale : médecins, architectes, avocats, etc. Pour beaucoup, leur destin d'artiste va les prolétarianiser, certains abandonneront l'art. A l'école la politique est interdite comme étant chose du passé, périmée. Le problème du patriarcat se pose : en effet, les femmes sont majoritaires dans les écoles mais les artistes connus sont largement des hommes. Où passent-elles, que deviennent-elles ces artistes avec des choses à dire et à montrer ?

7 Il existe de multiples dispositifs de subventions publiques: grand prix de la ville de ..., résidences socio-artistiques, événements locaux comme journées portes ouvertes des ateliers, commandes publiques, biennales, etc. Il y a aussi le fameux 1%. Depuis les années cinquante, sur toute construction publique (un hôpital ou un lycée par exemple) 1% du coût total est consacré à l'art, à la réalisation d'une œuvre in situ par un artiste choisi. Parfois, ceux-ci réussissent à intégrer leur œuvre à l'ensemble mais le plus souvent on a l'impression que l'œuvre est apposée, plaquée arbitrairement sur la construction. Au fil des ans, ces œuvres issues du dispositif du 1% sont oubliées, dégradées et vieillissent mal. En Loire-Atlantique, Entre-Deux, une association dédiée à l'art contemporain dans l'espace public, a inventorié les œuvres issues du 1% dans les établissements scolaires et a alerté les pouvoirs publics sur la déliquescence de ces œuvres.

Loin du 1%, on trouve les stars du marché: Richard Serra, Jeff Koons, Anselm Kiefer, Damien Hirst, Maurizio Cattelan, Cindy Sherman, Thomas Struth, Andreas Gursky, Bruce Nauman, Gilbert and George..., parmi les artistes vivants les plus connus. Au début des années 2000, un jeune sociologue a mis la profession en émoi en montrant que, dans le marché de l'art mondialisé, les artistes français sont loin derrière les américains, les champions et les allemands, les challengers. Paris n'est plus, depuis longtemps, la capitale de l'art. La Chine s'étant ouverte à l'occident, on trouve actuellement sur le marché beaucoup d'artistes chinois plus ou moins complaisants envers le régime en place. Les artistes actuels ont adopté dans leurs œuvres et leurs discours, des postures cyniques envers le capitalisme. C'est : « *Je les ai bien eus !* » Ce sont des chefs d'entreprise, des super-artisans, ils emploient des ouvriers pour exécuter ce qu'ils ont conçu, sans aucun souci du public facile à duper, à épater. Nous sommes loin de Dada et sa radicalité. Leur art est fade et facile. Le versant pop à la Warhol l'a emporté sur un versant plus conceptuel, comme le groupe Art and Language, par exemple, qui a interrogé les conditions de sa production d'images. Il ne nous faut pas un méta-art ni un art pour artistes, mais un art qui pose la question « *qu'est-ce que je fais là?* » et qui joue avec les limites que lui assigne la bourgeoisie.

Pour quelques stars, il existe une masse de simples artistes tout à fait dans l'air du temps mais qui sont plus ou moins anonymes. Ce ne sont pas des artistes du dimanche, ce sont des professionnels, ils ont été formés et travaillent et retravaillent leur art, ils exposent même et vendent régulièrement, ont des commandes mais ils peinent à solliciter le succès, la reconnaissance, la gloire, qu'ils voient comme une abstraction et une hallucination, sans être capables d'identifier la source de leurs malheurs. Beaucoup sont professeurs dans des écoles d'art privées et publiques. Et leur propre prestige est à l'échelle du prestige de l'école dans laquelle ils enseignent. Ils sont souvent friands des nouvelles technologies et ils masquent leur incompétence par une débauche d'effets spéciaux. Ces artistes et leurs élèves sont les clients principaux des nombreux magasins de matériel. Prenant conscience de leur situation d'artiste raté, certains parient sur la postérité et parient gros. C'est l'art contemporain, c'est l'art pompier.

On répète dans les cercles autorisés que l'artiste contemporain est le modèle de l'employé moderne, la figure principale du management d'aujourd'hui : branché, créatif, polyvalent, souple, détendu, rapide, flexible, autonome, inventif, conceptuel, manuel, à la pointe de la mode, quasiment à l'avant-garde du capitalisme. L'artiste qui réussit peut incarner ce modèle mais pas l'artiste salarié qui stagne dans les couloirs de la gloire.

Que faire ? comme disait Lénine. Déjà, une chose très importante, si on a envie de dessiner, il faut sans hésiter prendre une feuille blanche et un crayon et y aller, dessiner ce qu'on veut, sans souci du « *est-ce montrable ?* », « *est-ce vendable ?* ». Prendre le temps de créer et donc en tirer un grand plaisir et ce temps qu'on s'accorde, personne n'a le droit de le juger, le voler, le briser, le censurer. Ce n'est pas de la magie, c'est la gratuité de l'acte artistique. Il a toujours fallu que le capitalisme s'occupe des loisirs des femmes. Auparavant c'étaient les romans à l'eau de rose, aujourd'hui ce sont les "loisirs créatifs" et il est clair qu'il ne s'agit pas d'art, sinon appliqué. Tandis que Chéri bricole dans la cave, Chérie fait un joli collage dans son scrap-book et les moutons sont bien gardés. Le prolétariat de l'art, c'est à dire les artistes prolétarisés et les prolétaires artistes, doit s'emparer de l'art et des images et ne pas laisser le monopole du discours à la bourgeoisie. Il faut redonner à l'art sa puissance subversive, en convoquant la radicalité des avant-gardes du 20ème siècle et en expérimentant. Comme partout ailleurs, le système est tellement pourri que ce ne sont pas des réformes qu'il faut engager, mais une révolution de fond en comble.

Gilles Durand
gillesbenoitdurand@gmail.com

Contre le Medef et l'État, défendons notre droit à la santé et à la protection sociale

En France, les patrons ont bien compris que le gouvernement de François Hollande était en mesure de répondre à tous leurs caprices. Et après près de 30 milliards d'euros de cadeaux fiscaux de la part du gouvernement en trois ans, le patronat entend désormais imposer ses vues en matière de réforme de la Sécurité sociale.

Diminution ou suppression des allocations familiales, exonérations toujours plus importantes de cotisations sociales, individualisation de la protection, privatisation du système de santé, déremboursement des médicaments et capitalisation de la retraite : autant d'idées portées par le néolibéralisme pour boucher le fameux "trou" de la Sécu. Des idées pour une réforme qui, une fois de plus, se fera au détriment des travailleurs, des plus pauvres et des plus précaires, alors même que les récentes largesses du gouvernement "socialiste" en faveur du patronat (pacte de responsabilité) amputent la Sécu de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Ces attaques contre ce système de protection sociale solidaire – certes insuffisant mais bien plus satisfaisant que ceux en vogue dans la plupart des autres pays – ne sont pas nouvelles. Mais à l'heure où l'Assemblée nationale débat du financement de la Sécu, il est plus que jamais nécessaire d'entrer dans la bataille idéologique pour dénoncer les tromperies (car c'est un fait : les réductions de cotisations sociales n'arrangent rien, et creusent même les déficits) et parer à toute attaque en la matière de la part d'un gouvernement aux bottes du Medef. Pour nous, anarchistes, la question ne se réglera pas dans l'hémicycle avec un débat parlementaire, mais dans la rue et sur nos lieux de travail, par la grève et l'action directe. La riposte sociale est urgente, ne les laissons pas spéculer sur notre santé et notre bien-être.

Fédération anarchiste

DANS LA BIBLIOTHÈQUE noire



Autogestion pédagogique & Éducation Populaire

de Hugues Lenoir
Éditions Libertaires, 2014

En ces temps de disette où l'éducation nationale vendue au modèle libéral ne nous parle plus qu'avec des termes issus du monde de l'entreprise – gouvernance, indicateur, optimisation, responsabilisation, communication, dynamisme, flexibilité et bien entendu refondation – des temps où de brillants pédagogues rédigent des socles communs en trompe l'œil destinés à un élève virtuel et détenteur de l'ordre social (ah non, pardon ! de la cohésion sociale), le livre d'Hugues Lenoir paru ces jours-ci aux Éditions Libertaires fait le point sur les idées et les pratiques libertaires aussi bien à l'école que dans ce qu'on nomme l'éducation populaire, il nous rappelle aussi qu'il n'y a pas d'éducation sans idéologie et sans valeur, et que tout projet éducatif s'inscrit dans un projet de société et dans une représentation de l'individu en devenir.

Mission salvatrice s'il en est tant le constat est amer du spectacle de nos institutions devenues les garantes de la reproductibilité des classes sociales : pauvre tu viens à l'école, pauvre tu seras dans l'entreprise ; soumis tu viens à l'école tout aussi soumis tu seras dans le monde du travail.

"Instruire pour révolter"

C'est un livre qui pourrait paraître bicéphale, il est d'abord question d'autogestion à l'école et dans une seconde partie d'éducation populaire, mais cette dichotomie n'est qu'apparente, l'éducation sur le modèle libertaire ne se limite aucunement à une période de "dressage" permettant au futur "citoyen" de "s'insérer" dans une société où par ignorance, inconscience ou seulement fatalisme, il tentera de survivre, de se reproduire, de consommer et jamais, au grand jamais, ne se révoltera. Ce qu'Émile Durkheim avait formidablement défini : « *L'éducation consiste en une sociabilisation méthodique de la jeune génération.* »

Les anarchistes pensent que l'éducation se prolonge sur la vie entière : elle commence à la maison, se poursuit à l'école, dans la rue, sur un stade, se prolonge dans la vie culturelle ou professionnelle, dans les relations amoureuses ou amicales, militantes et solidaires, dans les révoltes et ce jusqu'à la mort. Hugues Lenoir l'écrit : « *l'autogestion en pédagogie n'est pas en elle-même un projet mais une préparation à l'autogestion de soi et de la société.* »

Les anarchistes ont souvent expérimenté en marge ou hors les murs de l'éducation nationale des écoles

alternatives, Bonaventure, LAP... Ils ne sont pas les seuls bien sûr, mais ils se distinguent par leur méfiance de l'État et par leur désir d'éduquer un enfant à devenir un individu libre, un esprit critique, un ferment de révolte.

« *L'autogestion peut-elle s'apprendre ?* » Il s'agit clairement de faire de l'école, de la classe, un laboratoire social, laboratoire dans le sens où les pratiques ne sont pas données par avance dans un petit guide du bon usage, mais sont à inventer et à apprendre, à améliorer quotidiennement. « *L'autogestion, cela s'apprend* » : apprendre à renoncer à une part de son pouvoir absolu de maître pour, comme dit Hugues Lenoir, le rendre relatif, collectif, basé sur la confiance, l'entraide et la "co-construction" des savoirs. Savoir s'effacer pour, non pas apprendre à l'enfant, mais apprendre à apprendre dans l'écoute et le respect de l'autre, dans la cogestion des lieux de vie et d'apprentissage, dans l'attention des temps de repos, d'errance ou de travail qui rythment une journée.

Au-delà de la classe elle-même, c'est pour l'ensemble de la structure éducative qu'il faut viser l'autogestion, et si l'ambition peut paraître démesurée, au moins : « *il s'agit encore et toujours d'expérimenter, de construire des espaces de résistance, de réflexion et de lutte collective et, à cette fin il convient de "s'éduquer pour s'émanciper"* ».

L'éducation populaire

La seconde partie du livre présente un historique de l'éducation populaire et le rôle de premier plan tenu dans ce cadre par les anarchistes. Il s'agit pour reprendre une citation de Condorcet donnée dans le livre :

« *de mettre fin à une société divisée en classes : celle des hommes qui raisonnent et celle des hommes qui croient, celles des maîtres et celle des esclaves* » objectif toujours d'actualité dans ce monde où le temps de cerveau disponible est offert en prime aux magnats de la télé-poubelle, des réseaux dits sociaux, et des communicants libéraux.

Cette éducation populaire qui connaît un certain renouveau à travers les universités populaires, que ce soit à Saint-Denis avec la Dyoniversité, à Caen sous l'impulsion de Michel Onfray, à Lyon avec Philippe Corcuff, ou à travers les festival Bobines rebelles, a souvent pour origine des pratiques libertaires datant de la fin du dix-neuvième siècle : bourse du travail, universités populaires, et plus spécifiquement les causeries populaires qui furent à la seule initiative des anarchistes et basées davantage sur l'échange de savoir que sur le cours magistral. Il s'agit toujours de donner à l'individu les instruments nécessaires à son émancipation, c'est à dire de mettre à jour des savoirs utiles pour analyser et comprendre les enjeux politiques et résister en homme libre à toute forme d'oppression. Vaste programme dominé par quelques principes : « *gratuité, solidarité, partage, action collective, esprit critique et éducation volontaire, autogestion...* »

On ne peut refermer ce livre sans penser au cruel manque aujourd'hui, au sein même des organisations anarchistes, d'une formation militante qui permettrait de diffuser nos propres idées en matière d'autogestion et d'éducation, mais aussi en matière de politique et d'organisation, qui permettrait d'établir un débat constructif et serein toutes tendances confondues.

Hugues Lenoir nous inocule ici une piqûre de rappel de nos grands principes d'émancipation libertaire trop vite oubliés dans nos pratiques, qu'il en soit remercié.

Thierry Guilbert.

A lire aussi :

Dol
de Philippe Squarzoni
Éditions Requins Marteaux, 2006

Le Mésusage – essai sur l'hypercapitalisme
Paul Ariès
Parangon/Vs, 2007

Pour la gratuité
Jean-Louis Sagot-Duvaurox
Desclée de Brouwer, 1995

De la gratuité
Jean-Louis Sagot-Duvaurox
L'éclat, 2006

Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)
Alice Gaillard
L'Echappée, Montreuil, 2009 ;
réédition 2014

Ringolevio, une vie jouée sans temps mort
Emmett Grogan
Gallimard, 1998

L'Étendard déployé des vrais niveleurs
Gerrard Winstanley
Allia, 2007

Les marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire
Mathieu Rigouste
Libertalia, 2011 ; 2^e édition, 2013

L'emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies
Cédric Biagini
L'Echappée, 2012

Violences et insécurité : fantômes et réalités dans le débat français
Laurent Mucchielli
La Découverte, coll. « Sur le vif », 2007

Sexe, Race et Pratique du pouvoir
Colette Guillaumin
Indigo & Côté-femmes, 1992

Le travail du care
Pascale Molinier
La Dispute, 2013

L'être et la marchandise - prostitution, maternité de substitution et dissociation de soi
Kajsa Ekis Ekman
MÉditeur, 2013

L'événement anthropocène
Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz
Seuil, collection "Anthropocène", 2013

¹ Citation de Fernand Pelloutier (1867-1901)

De l'arbre qui cache la forêt

« L'humanité, notre propre espèce, est devenue si abondante et active qu'elle rivalise désormais avec les grandes forces de la Nature en termes d'impact sur le fonctionnement du système Terre »

J. Grinevald¹

En 2000, P. Crutzen, prix Nobel de chimie, s'écriait : « Nous ne sommes plus dans l'Holocène¹ mais dans l'Anthropocène² », proposant de faire débiter ce nouvel âge vers 1780, commencement de la révolution industrielle (même si l'allure exponentielle des courbes mesurant l'impact humain sur la Terre n'apparaît qu'après 1945).

Un faisceau d'événements concordants témoigne effectivement du fait que l'humanité est devenue une force géologique majeure : l'augmentation des gaz à effet de serre (la concentration du CO₂ est passée de 280 ppm³ à la veille de la révolution industrielle à 400 ppm en 2013 : un niveau inégalé depuis trois millions d'années) ; l'effondrement de la biodiversité (ces dernières décennies, le taux de disparition des espèces est de cent à mille fois plus élevé que la normale géologique) ; la réduction drastique de plusieurs "services" essentiels fournis à l'humanité par la biosphère : pollinisation, capture du carbone, régulation de la qualité et de la quantité de l'eau...

Les cycles bio-géochimiques de l'eau, de l'azote et du phosphate sont passés sous l'emprise humaine au cours des deux derniers siècles. Le charbon d'abord, puis les hydrocarbures et l'uranium ont accru la consommation d'énergie d'un facteur seize au 20^e siècle, permettant de défricher, d'urbaniser, d'aménager à tout-va les écosystèmes... c'est-à-dire de transformer la planète en un gigantesque laboratoire.

Ce concept d'Anthropocène modifie profondément notre perception de la "crise environnementale" contemporaine. Les effets de

la mondialisation atteignent une autre échelle. L'urbanisation, qui empêche le retour à la terre des substances minérales indispensables à sa fertilité ; l'industrie chimique qui multiplie la pollution des différents milieux ; la filière nucléaire qui transmet aux générations futures un problème insoluble ; l'agriculture qui transforme les vaches en carnivores ; le consumérisme qui fait de l'acte d'achat un devoir civique, accroissent les risques sanitaires et d'accidents majeurs, favorisent les points de basculement du climat. Les seuils d'effondrement brutal des écosystèmes engendrent un point de non-retour. Les multiples connexions entre la guerre et la consommation civile, en surdimensionnant les systèmes énergivores et polluants, accélèrent la logique d'extermination du vivant dans sa totalité.

Une critique cadennassée

Evidemment, cette entrée dans l'Anthropocène ne s'est pas faite sans opposition. Très tôt, des critiques, des contestations, des luttes pointent les dégâts qui ont accompagné les mutations de l'ère industrielle, les logiques utilitaristes et marchandes. Et parmi ces acteurs qui questionnent le modèle de développement expansionniste, qui prétendent résister à l'industrialisme, si on compte des écrivains, des intellectuels, on découvre aussi une société civile qui se mobilise.

Partout en France, les cahiers de doléances de 1789 témoignent des plaintes innombrables contre les activités industrielles. Les forges et les salines en particulier sont accusées de causer la déforestation et d'accroître le prix du bois. C'est donc en partie le peuple qui dénonce, déjà à l'époque, le recul des forêts européennes dû aux prélèvements exagérés dont elles font l'objet pour les usages industriels. Dans les années 1800-1850, de nombreuses pétitions de riverains mettent en cause ces industriels soupçonnés d'augmenter la mortalité ou de causer des épidémies (maladies respiratoires, rachitisme...).

En 1821, Ch. Fourier rédige sa Détérioration matérielle de la planète, où il accuse les industriels de prôner un "faux progrès" et de ne pas penser l'« association des ouvriers avant celle des maîtres ».

Même J. S. Mill engage, dès 1848, une critique de la croissance économique !

La mécanisation de la production fait aussi l'objet d'un vaste mouvement de contestation, regroupant principalement artisans urbains et ouvriers ruraux qui expriment leur refus de se voir dépossédés de leur savoir-faire, de leur gagne-pain et de leur mode de vie à la

fois agricole et manufacturier. Dès les années 1780, les bris de machines représentent 10% des conflits du travail en Angleterre, le paroxysme étant atteint en 1811-1812.

Cette critique luddite vise explicitement une "bifurcation essentielle" : le choix du feu (c'est-à-dire la machine thermique, l'énergie fossile), qui portera en germe la société de consommation, celle de la quantité au détriment de la qualité.

Une critique toujours actuelle puisque, très récemment, les rencontres *L'économie des travailleurs* (premières rencontres européennes autour des expériences de plus en plus nombreuses de reprises d'entreprises par les salariés), posaient-elles aussi la question d'une alternative à l'exploitation et à l'aliénation qui constituent le fondement du système capitaliste, interrogeant le sens des productions antérieures et promouvant des productions socialement et écologiquement utiles.

L'histoire officielle montre ces épisodes comme autant de résistances rétrogrades à la technique.

Cependant, une autre vision de l'histoire, moins médiatisée (et pour cause !), démontre que ces mouvements ne s'opposent pas à "la" technique en général, mais à "une technique en particulier", qui élimine les autres : chemin de fer contre canaux, gaz d'éclairage contre lampe à huile perfectionnée...

Le fait est que les propos dénonçant l'impact écologique du progrès "à tout prix", jugés alarmistes, ont surtout pour inconvénients d'entraver le développement économique, c'est-à-dire la croissance mortifère du capitalisme ; d'interroger la pertinence d'un "confort matériel" illusoire ; de briser le rêve de domination sur la nature ; et de mettre en lumière le problème des limites. Ils remettent en question la démarche scientifique fondée sur l'expertise très poussée d'un tout petit champ d'études, sur la réduction des problèmes complexes à des composantes séparées, conduisant au déni et à l'aveuglement.

L'apport libertaire à cette critique

Pour faire taire ces critiques, les tenants du progrès les réduisent (un peu facilement) au rang de curiosités romantiques, d'archaïsmes résistants,



voire même de conservatismes à tendance fascisante...

Pourtant, contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire croire, la critique du "progress" technique et la prise en compte de la question écologique ne proviennent pas uniquement de voix socialement conservatrices, de mentalités obscurantistes, d'aveuglements religieux, de courants mystiques ou ésotériques. Insister sur la tentation d'un "retour à la terre" comme chasse gardée du fascisme ou du nazisme, c'est oublier que ces régimes ne furent nullement traditionalistes, mais au contraire profondément technocratiques.

De fait, les libertaires ont été parmi les premiers à théoriser la critique d'une société où le progrès s'affranchit de toute considération sur son impact écologique, et à mettre en place des alternatives concrètes.

Au début du 20^e siècle, en France notamment, des anarchistes créent des centaines de milieux libres, de communautés de vie : expériences naturistes, végétariennes, écoles libertaires, coopératives ouvrières de production et de consommation. L'un des objectifs principaux est d'échapper à l'usine et à l'atelier qui étouffent, au mode de vie mortifère généré par le capitalisme et l'Etat. Alors que pour beaucoup, il s'agissait de concilier émancipation intégrale et révolte au quotidien, ces tentatives de vivre ensemble seront dénigrées au prétexte qu'elles relèvent d'un individualisme anarchiste. Mais en quoi celui-ci serait-il inférieur à la révolution de salon ou d'amphithéâtre de certains ? L'importance du cadre de vie et la limitation des besoins perturbent sans doute trop les adeptes – même anarchistes – du mode de vie occidental.

Avec notamment S. Faure, l'anarchisme néomalthusien (que l'adversité perverse ne manquera jamais d'assimiler à l'eugénisme) prône la vision d'une maternité libre et consciente, et donc une libération totale de la femme. Il aura une grande influence en

Espagne. « *La panacée simpliste d'un monde socialiste heureux qui consiste dans le développement illimité des moyens de production est reléguée, à partir des formulations néomalthusiennes, à l'état infantile du socialisme* », écrira l'historien E. Masjuan.

A partir des années 1960, les rapprochements entre la pensée libertaire et l'écologie ne cessent de se multiplier. Déjà, dans les années 1950, R. Rocker se montre très préoccupé par l'accroissement de la population face à la baisse de la productivité agricole (chaque augmentation minime du rendement des récoltes ne se faisant qu'au prix d'énormes pertes d'énergie, d'eau et de sol fertile), et dénonce l'épuisement de la terre cultivable par une exploitation abusive.

Partisan d'une "écologie sociale" (et pourtant acteur d'une polémique surprenante avec les néomalthusiens), M. Bookchin s'interroge : « *Que nous a apporté ce phénomène récent qu'est la "civilisation", puisqu'il semble sur le point de détruire un monde naturel qui était le résultat de millions d'années d'évolution organique* ? » « *Pourquoi tant d'êtres humains se sont transformés en parasites du monde vivant au lieu de devenir des partenaires actifs de l'évolution globale* ? »

Souvent cité en référence dans le milieu libertaire, C. Castoriadis écrit dans *L'écologie contre les marchands* : « *Révolution signifie une transformation radicale des institutions de la société. (...) Mais pour qu'il y ait une telle révolution, il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psycho-sociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire. Il faut que l'idée que la seule finalité de la vie est de produire et de consommer davantage soit abandonnée ; il faut que l'imaginaire capitaliste d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, d'une expansion illimitée soit abandonnée* ».

Plus récemment, M. Enckell écrivait, dans *Réfractations* d'avril 2008 : « *dans les années 70, des revues comme La Gueule ouverte ou Survivre et vivre dénonçaient déjà les dangers de la société industrielle et les dégâts qu'elle cause à l'environnement et à la communauté humaine* » ; « *La rhétorique de la "croissance durable" n'est qu'un écran de fumée : la croissance continue supposée par le capitalisme ne sera jamais durable* » ; « *On trouve ici une confirmation des apports de l'anarchisme classique, ceux d'E. Reclus dans sa géographie universelle humaine, ou ceux de P. Kropotkine dans sa vision coopérative du monde vivant, ainsi que les thèses d'un des représentants les plus originaux de l'anarchisme du 20^e siècle, M. Bookchin* ». Dans cette même publication, l'association *Pièces et main-d'œuvre*, où se mêlent scientifiques et "simples citoyens", dénonce les risques pour la société et l'environnement que font courir les nanotechnologies, et plus largement le projet technologique d'un monde-machine. Sont aussi évoqués les alternatives agraires et écologiques qui s'attachent à « *transformer notre rapport avec la nature de la domination à la coopération* » ; la coopérative *Longo maï* qui construit au quotidien l'autonomie énergétique et alimentaire et reconnaît la nécessité d'un changement socio-économique profond ; l'"anarchisme pragmatique" de P. Goodman, pour qui la nature est une force puissante et autorégulée dont l'être humain fait partie et dont il ne peut s'abstraire impunément.

Aujourd'hui, aucune organisation libertaire ne fait l'économie d'une réflexion sur l'impact de la logique productiviste : en 2008, la Fédération Anarchiste adopte une motion sur la décroissance réaffirmant son choix d'une révolution « *sociale, écologique et libertaire* ».

Un texte d'orientation de la Coordination des Groupes Anarchistes daté de mars 2014 conclut : « *...nous pensons que les luttes écologistes doivent se lier aux luttes sociales car elles ont toutes deux pour but de réduire l'impact néfaste du Capital et de l'Etat sur nos vies* ».

Par ailleurs, J. Baschet, proche de la FA, écrit dans *Adieux au capitalisme* : « *Dans le même temps, la crise écologique pointe des limites géologiques et environnementales indéniables* » ; « *La*

préservation des équilibres écologiques impose à une humanité nombreuse une retenue certaine ». Il serait facile de multiplier les exemples.

Aussi, quand un auteur anarchiste comme Philippe Pelletier nie le dérèglement climatique, ne serait-il pas l'arbre qui cache la forêt au sein du mouvement libertaire ?

De fait, lorsqu'il surfe sur le "mythe de la finitude des ressources terrestres" ou fait dire ce qu'il veut à Elysée Reclus, il se fait sévèrement reprendre. Au sein du même milieu professionnel d'abord : Ch. Grenier, maître de conférences en géographie⁴ : « *Ainsi, du "sanglot de l'homme blanc" de Bruckner aux "pleureuses de la planète" de Pelletier, c'est la même idéologie qui se déploie, celle qui taxe de "culpabilisation fort discutabile" toute critique interne du modèle occidental* » ; « *Il est rare de voir des universitaires reconnus se laisser aller à une telle animosité qui, en ne s'embarrassant pas d'arguments scientifiques, les aveugle* » ; « *La cécité intellectuelle de ces géographes s'explique par leur hostilité viscérale à toute limite posée à la transformation de la Terre par l'humanité* ».

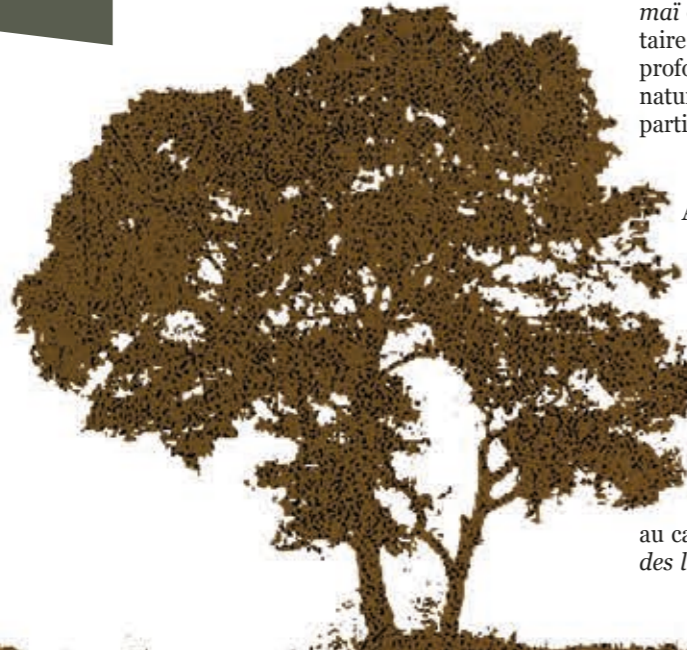
Plus sérieux peut-être, les critiques viennent du milieu libertaire lui-même. Dans une réponse à un article de Ph Pelletier (*Réfractations* N° 28), José Ardillo écrit : « *D'après moi, Pelletier lance une attaque injustifiée à l'écologie. Il parle de "naturalisme intégriste" et utilise cette étiquette pour englober divers auteurs sans faire aucune distinction ni introduire aucune nuance. Et, ce qui est plus grave, il signale que ce "naturalisme intégriste" frôle la misanthropie* » ; « *La vision particulière de l'écologie de Pelletier vient, selon moi, d'une confusion ou d'une simplification inexplicables pour un critique si sévère de cette discipline* » ; « *Répondre à tout ce que soulève le texte de Pelletier serait long et fastidieux. Je me limiterai à dire que Pelletier prétend ignorer l'évidence* ». J. Ardillo écrira, par ailleurs : « *La projection d'une société future émancipée ne peut pas esquiver la question des limites matérielles, sans quoi toute utopie resterait liée à la superstition progressiste* ».

Coopérer avec l'humain et le non-humain

L'environnement a été détruit en toute connaissance de cause, malgré les nombreuses alertes et les oppositions souvent vives. La nature est aujourd'hui intégralement absorbée par la technosphère marchande du capitalisme. Plusieurs causes ont conjugué leurs effets : course au profit, fascination du niveau de vie, anthropocentrisme, ethnocentrisme, scientisme, optimisme (béat ?), négationnisme et même sexisme dans la mesure où la société "moderne" rejette presque indifféremment l'animal, le "sauvage" et la femme. Une imposture courante aujourd'hui consiste à amplifier les risques de dérives de l'écologisme pour mieux évacuer la gravité – voire l'existence même – de la question écologique. Le meilleur argument contre cette supercherie sera sans doute la réalité à venir. Dommage pour les générations futures !

Jean Pierre Tertrais.

⁴ Des limites d'une géographie anti-écologiste à une politique des limites géographiques



Les 115 groupes et liaisons de la FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

Au 5 septembre 2014.

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org

★ 01 AIN

Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-resse@federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquierolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org
Permanence : 1^{er} 3^{ème} et 5^{ème} jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 05 HAUTES-ALPES

Groupe GEL-05
BP 111 05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr
http://www.aubanas.lautre.net

Groupe de la Haute-Vallée de l'Ardèche
hautevalleedelardecche@federation-anarchiste.org

Groupe Nord-Ardèche
nord-ardeche@federation-anarchiste.org
http://ardechelibertaire.wordpress.com

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell - Martigues
groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org
http://groupemartiguesfederation-anarchiste.noblogs.org

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
http://sous-la-cendre.info/
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
Réunion et permanence du groupe et de la bibliothèque La Sociale tous les jeudis de 18h à 20h et tous les samedis de 15h à 18h au 6 impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org
lasociale@riseup.net
http://groupe.lamistoufle.jimdo.com

★ 22 COTES-D'ARMOR

Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

Liaison Rirette Maîtrejean - Trégor

★ 23 CREUSE

Groupe Arthur Lehning
alain.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison Emile Armand
Cédric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

Liaison de Guilvinec

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrucé
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barruce@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

Liaison Paul Lapeyre
paul.lapeyre@yahoo.com



Le Monde Libertaire hebdomadaire sort des kiosques : abonnez-vous !

Lors de son 72e congrès réuni à Saint-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014, la Fédération Anarchiste a décidé d'arrêter la distribution en kiosques et points-presse du **Monde Libertaire hebdomadaire** : une décision difficile prise en raison des coûts exorbitants qu'exige cette présence, et que notre journal ne peut plus supporter.

Rien de changé pour votre bimestriel Le Monde Libertaire Hors-Série : vous le retrouverez comme toujours dans vos kiosques habituels, cette mesure ne concerne que la formule hebdomadaire.

Seuls les abonnés pourront donc désormais continuer à lire **Le Monde Libertaire** chaque semaine.

Abonnez-vous ! Les formules d'abonnement ci dessous sont à votre disposition, vous pouvez également **vous abonner en ligne** sur www.monde-libertaire.fr

L'ABONNEMENT restera toujours la meilleure façon de nous soutenir !

L'administration du Monde libertaire
administration-ml@federation-anarchiste.org
 01 48 05 34 08 (librairie PUBLICO)



Bulletin d'abonnement

4 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- . par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- . par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX
- . par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

bulletin à retourner complété à :
LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
 Service Abonnements
 145 rue Amelot
 75011 Paris

Abonnez-vous

FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER

Pour les chômeurs/chomeuses, réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : _____ Ville :

Pays :

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)



3 mois 12 numéros + 1 Hors-Série

- Abonnement standard 25 €
- Abonnement + soutien 35 €

6 mois 18 numéros + 3 Hors-Série

- Abonnement standard 50 €
- Abonnement + soutien 65 €

1 an 35 numéros + 6 Hors-Série

- Abonnement standard 75 €
- Abonnement + soutien 95 €

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS (pour les abonnements à durée libre exclusivement)

- 18,75 € par trimestre (abonnement normal)
- 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR N° 58 50 98	ORGANISME CRÉANCIER PUBLICATIONS LIBERTAIRES 145 rue Amelot 75011 Paris
-------------------------------------	---

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde libertaire*.

Date
 Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER (en lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

Nom

Adresse

Code postal Localité

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.	guichet	n° de compte	clé RIB

Abonnement à durée libre : la solution facile et économique

- Abonnement standard 18,75 €/trimestre
- Abonnement + soutien 23,75 €/trimestre

Recevez régulièrement tous les numéros + les Hors-Série du Monde Libertaire à prix préférentiel

Profitez du règlement échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique

Arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

Mon règlement :

- par chèque joint à ce courrier, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire :
 IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363
 BIC CCOPFRPPXXX
- par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis également le coupon d'autorisation de prélèvement ci-contre.

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.

#57

